

Rapport de suivi de la situation économique au Maroc

Juillet 2020



TABLE OF CONTENTS

Acronymes	v
Préface	vii
Résumé analytique	ix
Resume synthétique.	xi
الملخص التنفيذي	xiii
I. Récentes évolutions économiques et politiques avant la COVID-19	1
L'activité économique stimulée par la demande privée	1
Stabilité des prix et inflation	2
Un marché du travail et de l'emploi difficile	2
Les finances publiques et la dette publique sous pression	3
Amélioration de l'économie extérieure	4
Mesures de politique monétaire	4
II. Perspectives et défis	7
Perspectives	7
Défis	8
II. Effets de la COVID-19 sur l'économie marocaine	11
Contexte mondial et régional	12
Effets sur l'activité économique	14
Effets sur les prix	16
Effets sur les marchés des changes	16
Effets sur les finances publiques	17
Effets sur le secteur externe	18
Impact sur les entreprises et les ménages	19
Mesures stratégiques à ce jour	22
Annexe de données	25
Publications récentes de la banque mondiale sur le maroc	29

Listes des Figures

Figure 1	Volatilité du taux de croissance marocain	2
Figure 2	Croissance tirée par la demande intérieure	2
Figure 3	L'inflation demeure faible et stable	2
Figure 4	Ralentissement de l'assainissement budgétaire	3
Figure 5	Taux dette/PIB de l'administration centrale	3
Figure 6	La dette garantie des entreprises publiques est en augmentation	3
Figure 7	Réduction du déficit du compte couran	4
Figure 8	Redressement des réserves internationales nettes en 2019	4
Figure 9	Croissance mondiale	12
Figure 10	Croissance dans les économies de marché émergentes et en développement et dans les économies avancées	12
Figure 11	La croissance du PIB réel dans la région MENA s'est rapidement et nettement effondrée pour entrer en récession en 2020	13
Figure 12(a-b)	Évolution de l'épidémie de COVID-19 au Maroc	14
Figure 13	Systèmes de santé au Maghreb	15
Figure 14	Évolution des modèles de mobilité au Maroc	15
Figure 15	Épisodes historiques de contraction économique au Maroc, 1980-2020	15
Figure 16	Forte révision à la baisse de la croissance	15
Figure 17	Baisse des composantes de la demande (%)	16
Figure 18(a-b)	L'inflation est devenue négative en mai, mais avec de fortes variations dues à la COVID-19	16
Figure 19	Pas de pression sur les marchés des changes	17
Figure 20	Un coût de financement externe moins élevé au Maroc	17
Figure 21	Un taux stable de couverture des titres publics	17
Figure 22	Baisse des exportations T1-2020	18
Figure 23	Baisse des importations T1-2020	18
Figure 24	Baisse des envois de fonds	19
Figure 25	Baisse des IDE (Janvier-avril)	19
Figure 26	Baisse des arrivées à l'aéroport	19
Figure 27	Baisse des recettes touristiques	19
Figure 28	Maroc : Pertes d'emploi déclarées (Avril 2020)	20
Figure 29	Part des ménages sans source de revenus	20
Figure 30	Source de revenus actuelle du ménage (en %)	21
Figure 31	Part des ménages recevant l'aide du gouvernement pour perte d'emploi (en %)	21
Figure 32	Proportion des sociétés fermées temporairement ou de façon permanente par secteur d'activité	21
Figure 33	Situation d'activité des entreprises	22
Figure 34	Réponses budgétaires dans certains pays de MENA	22
Figure 35	Soutien de trésorerie dans certains pays de MENA	22
Figure 36	Augmentation de la durée de refinancement de la Banque centrale	23

Listes des Tableaux

Tableau 1. Maroc : Sélection d'Indicateurs économiques, 2016-2023	25
Tableau 2. Maroc : Indicateurs budgétaires principaux, 2016-2023	27

Listes des encadrés

Encadré 1. Mesures-clés du Fonds Covid-19 à ce jour	24
---	----

ACRONYMES

ASD	Analyse de la soutenabilité de la dette	MdF	Ministère des Finances
BAM	Bank Al-Maghrib	MEED	Marchés émergents et économies en développement
CCG	Conseil de coopération du Golfe	MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord
COVID-19	Maladie à coronavirus 2019	MPME	Micro, petites et moyennes entreprises
DB	Doing Business	OIM	Organisation internationale pour la migration
EP	Entreprises publiques	ONG	Organisation non gouvernementale
EPI	Équipement de protection individuelle	PIB	Produit intérieur brut
GBM	Groupe de la Banque mondiale	PNP	Prêts non productifs
GdM	Gouvernement du Maroc	PP	Point de pourcentage
IDE	Investissements directs étrangers	PPP	Partenariat public-privé
IDH	Indice de développement humain	SCC	Solde des comptes courants
IDM	Indicateurs du développement dans le monde	TIC	Technologies de l'information et des communications
IGM	Indicateurs de gouvernance mondiaux	UE	Union européenne
IPC	Indice des prix à la consommation		
HCP	Haut-Commissariat au Plan		
IPL	Indice de performance logistique		

PRÉFACE

Le *Rapport de suivi de la situation économique au Maroc* est un rapport semi-annuel de l'équipe économique de la Banque mondiale sur les dernières évolutions et politiques économiques. Le présent rapport expose nos perspectives pour le Maroc au vu de l'évolution récente de l'épidémie de la COVID-19. Les sujets couverts vont des indicateurs macro-économiques à l'environnement des affaires en passant par le développement du secteur privé. Il est destiné à un large public, y compris aux décideurs, chefs d'entreprise, acteurs de marchés financiers et à la communauté d'analystes et de professionnels travaillant sur le Maroc.

Le *Rapport de suivi de la situation économique au Maroc* est produit par l'unité Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) de la Pratique mondiale pour la Macroéconomie, le Commerce et l'Investissement (MTI) du Groupe de la Banque mondiale. Ce rapport a été dirigé par

Amina Coulibaly (économiste principale, MTI) et Amina Iraqi (économiste principale, MTI), avec les contributions et les conseils de Khalid El Massnaoui (économiste principal, MTI).

Il a été préparé sous la direction de Jesko Hentschel (directeur pays pour le Maghreb) et d'Éric Le Borgne (responsable des pratiques mondiales, MTI). L'équipe remercie ses collègues pour leurs commentaires et leurs informations précieuses, en particulier Gabriel Sensenbrenner (directeur de programme EFI pour le Maghreb) ainsi que l'équipe de direction du ministère des Finances. Nous remercions également Muna Salim (assistante principale de programmation, MTI) pour son soutien administratif.

Les conclusions et interprétations exprimées dans le présent Rapport de suivi sont celles de la Banque mondiale et ne reflètent pas nécessairement les opinions de ses Directeurs exécutifs ou des gouvernements qu'ils représentent. Pour des informations supplémentaires sur la Banque mondiale et ses activités au Maroc, veuillez visiter www.worldbank.org/en/country/morocco (anglais), www.worldbank.org/ar/country/morocco (arabe) ou www.banquemondiale.org/fr/country/morocco (français). Pour toute question ou commentaire sur le contenu de cette publication, veuillez contacter Amina Coulibaly (acoulibaly4@worldbank.org) ou Éric Le Borgne (eleborgne@worldbank.org).

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Au cours des vingt dernières années, le Maroc a réalisé de considérables progrès économiques et sociaux par le biais d'importants investissements publics, de réformes structurelles ainsi que de mesures garantissant la stabilité macro-économique.

La croissance qui en résulte s'est traduite par d'importantes avancées dans l'éradication de l'extrême pauvreté, l'augmentation de l'espérance de vie, l'accès plus large aux services publics essentiels et le développement de nombreuses infrastructures publiques. Ces améliorations ont permis au pays de réduire l'écart entre les conditions de vie de sa population et celles des pays du sud de l'Europe.

Toutefois, le choc soudain de la COVID-19 a entraîné l'économie dans une abrupte récession, la première depuis 1995. L'économie risque de subir le double impact des chocs économiques intérieurs et extérieurs. Selon le scénario de base, le PIB réel diminuera de 4 % en 2020, bien loin de l'augmentation de 3,6 % prévue avant l'irruption de l'épidémie. Bien que peu de secteurs soient épargnés, cette contraction est notamment due à la chute de la production des biens et services, la réduction des exportations, la perturbation des chaînes de valeur mondiales ainsi qu'au déclin du tourisme sous l'effet de la fermeture des frontières et des mesures restreignant la mobilité.

Le marché du travail fait face à un choc aux proportions historiques, les travailleurs

vulnérables, notamment ceux du secteur informel, sont particulièrement touchés. Les entreprises sont affectées par les perturbations des chaînes de valeur, la réduction de la mobilité des travailleurs, les fermetures temporaires ainsi que le ralentissement de la demande mondiale. Les effets négatifs combinés ont conduit à des pertes d'emplois et de revenus. Selon le HCP, l'aide gouvernementale a permis d'atténuer partiellement la perte de revenus de 19 % des ménages.

Les déficits jumeaux du Maroc devraient se creuser, mais rester gérables. En dépit de la baisse des importations, le déficit du compte courant s'accroîtra pour atteindre 8,4 % en 2020, en raison du fort déclin des exportations, des recettes touristiques et des transferts de fonds. Sur le plan budgétaire, en 2020 et 2021, les recettes seront plus basses que prévu tandis que les dépenses augmenteront, notamment celles consacrées à la santé, à la protection sociale et à d'autres mesures de riposte contre les conséquences de la COVID-19. En conséquence, le déficit budgétaire global se creusera et atteindra 7,5 % du PIB en 2020, un pourcentage supérieur de près de quatre points aux prévisions antérieures à l'épidémie. Enfin, les dettes publique et extérieure augmenteront, mais demeureront soutenables.

À ce jour, la réponse du gouvernement a été rapide et décisive. Cette réaction proactive a permis au pays d'éviter une épidémie de grande ampleur et

donc de sauver des vies. Outre la fermeture rapide des frontières et le renforcement du système de santé, le GdM a établi un fonds spécial afin d'atténuer les impacts économiques. Les mesures de riposte incluent l'indemnisation des ménages touchés par l'épidémie, y compris ceux du secteur informel (une véritable innovation), et la préparation d'une loi de Finances rectificative, la première en 30 ans. La poursuite de mesures allant dans ce sens, y compris l'élaboration d'une feuille de route détaillée sur la reprise des activités économiques, est essentielle pour écourter et atténuer la dépression économique, sociale et sanitaire et accélérer le redressement.

Selon les prévisions, avec toutefois un degré d'incertitude inhabituel, le redressement économique qui suivra l'épidémie sera long, la croissance ne revenant à sa tendance antérieure à l'épidémie qu'en 2022. Le rythme prévu du redressement est incertain, car il est étroitement lié

à de nombreux facteurs, comme la découverte de traitements efficaces contre la COVID-19, les mesures futures des décideurs, ou l'évolution de l'économie mondiale. Ce rythme dépend également et très fortement du comportement des ménages et des entreprises qui, au vu du degré d'incertitude extrême, risquent de recourir à l'épargne de précaution, ce qui pourrait être un frein considérable à la consommation et l'investissement privés.

Face au risque d'épidémie prolongée, il est essentiel de passer d'une phase d'atténuation à une phase d'adaptation pour garantir la résilience, le caractère inclusif et la croissance de l'économie marocaine. En dépit de la probable volatilité de la phase de redressement économique, le Maroc trouve ici l'opportunité de bâtir une économie plus durable et plus résiliente en développant une stratégie d'adaptation similaire à son approche sur le front de l'environnement.

RESUME SYNTHÉTIQUE

Au cours des deux dernières décennies, le Maroc a réalisé des progrès sociaux et économiques significatifs en raison d'investissements publics importants, de réformes structurelles et de mesures visant à assurer la stabilité macroéconomique. La croissance qui en résulte a conduit à des améliorations spectaculaires vers l'éradication de l'extrême pauvreté; l'augmentation de l'espérance de vie; un meilleur accès aux services publics de base et un développement important des infrastructures publiques. Celles-ci ont permis au pays de réduire l'écart de niveau de vie avec les pays du sud de l'Europe.

Le choc du COVID-19 pousse brusquement l'économie marocaine dans une grave récession, la première depuis 1995. L'économie devrait être doublement affectée par les chocs économiques intérieurs et extérieurs. Le PIB réel devrait contracter de 4 % en 2020 dans le scénario de référence, ce qui contraste fortement avec l'expansion de 3,6 % prévue avant l'épidémie. Peu de secteurs ont été épargnés, mais la contraction est principalement due à une baisse de la production de biens et services, une réduction des exportations, une perturbation des chaînes de valeur mondiales, ainsi qu'à une baisse du tourisme due aux restrictions de voyage et aux fermetures de frontières. Une extension des mesures de confinements aura un impact négatif à court terme sur la croissance du PIB réel.

Le marché du travail fait face à un choc de proportions historiques, les travailleurs vulnérables, notamment ceux du secteur informel, étant particulièrement touchés. Les entreprises ont été confrontées à des perturbations des chaînes de valeur, à la mobilité des travailleurs, à des fermetures temporaires ainsi qu'à un ralentissement de la demande mondiale. Les effets négatifs combinés ont conduit à des pertes d'emplois et de revenus généralisées. L'aide gouvernementale a en partie atténué la perte pour 19% des ménages.

Les déficits jumeaux du Maroc devraient se détériorer mais restent gérables. Malgré la baisse des importations, le déficit du compte courant devrait se creuser et atteindre 8,4 % en 2020, reflétant une forte baisse des recettes d'exportation et touristiques ainsi que des transferts. Sur le plan budgétaire, les recettes seront inférieures aux prévisions antérieures en 2020 et 2021, tandis que les dépenses devraient augmenter en 2020 grâce à des dépenses supplémentaires en matière de santé, de protection sociale et d'autres réponses politiques COVID-19. En conséquence, le déficit budgétaire global devrait s'élargir à 7,5 % du PIB en 2020, près de 4 points de pourcentage de plus que prévu avant COVID-19. La dette publique y compris extérieure devrait aussi augmenter mais rester soutenable.

À ce jour, la réponse du gouvernement a été rapide et décisive. La réponse proactive

du Gouvernement a permis au pays d'éviter une épidémie massive, sauvant ainsi des vies. En plus de fermer rapidement les frontières et de renforcer le système de santé, le GoM a créé un fonds spécial pour atténuer les impacts économiques. Les réponses politiques comprennent l'indemnisation des ménages touchés par la pandémie, y compris – de manière innovante – ceux qui travaillent dans le secteur informel, et la préparation d'une loi de finances révisée, la première en 30 ans. La poursuite de bonnes mesures politiques, notamment l'élaboration d'une feuille de route claire pour la levée des mesures de confinement, est essentielle pour raccourcir et réduire le creux économique, social et sanitaire, et pour accélérer la reprise

La reprise économique post-pandémique est prévue—avec une grande incertitude autour de ces projections— d'être prolongée ; la croissance ne revenant à la tendance d'avant la pandémie

qu'en 2022. Le degré élevé d'incertitude entourant le rythme de reprise est intrinsèquement lié à des facteurs tels que la découverte de traitements efficaces contre COVID-19, ainsi que les actions futures des décideurs et l'évolution de l'économie mondiale. Le rythme dépendra également du comportement des ménages et des entreprises, qui, compte tenu du niveau d'incertitude extrême, devraient prendre d'énormes précautions; ce qui pourrait être un frein important à la consommation et à l'investissement privés.

Face au risque d'une pandémie prolongée, passer d'une phase d'atténuation à une phase d'adaptation est la clé pour assurer une économie marocaine résiliente, inclusive et en croissance. Malgré la volatilité probable de la phase de reprise économique, le Maroc a l'opportunité de construire une économie plus durable et résiliente en développant une stratégie d'adaptation, similaire à son approche sur le front de l'environnement.

الملخص التنفيذي

من المتوقع أن يتدهور العجز المزدوج في المغرب لكنه يبقى تحت السيطرة. على الرغم من انخفاض الواردات، من المتوقع أن يتسع عجز الحساب الجاري لميزان المدفوعات إلى 8.4 في المائة في عام 2020 مما يعكس انخفاضا حادا في عائدات الصادرات والسياحة والتحويلات المالية من الخارج. على الصعيد المالي، ستكون الإيرادات أقل مما كان متوقعا سابقا في 2020 و2021 بينما من المتوقع أن تزيد النفقات في 2020 نتيجة الإنفاق الإضافي على قطاعات الصحة والحماية الاجتماعية وغيرها من سياسات الاستجابة لتداعيات الجائحة. وبالتالي، من المتوقع أن يتسع العجز المالي الإجمالي إلى 7.5 في المائة من الناتج المحلي الإجمالي في عام 2020، أي بزيادة ما يقرب من 4 نقاط مئوية عما كان متوقعا قبل تفشي الجائحة. كما من المتوقع أن يرتفع الدين العام والخارجي على حد سواء، ولكنه سيبقى مستداما.

كان رد الحكومة حتى الآن سريعا و حاسما. ساهمت الإجراءات الاستباقية التي اتخذتها الحكومة من تجنب تفشي الوباء بشكل واسع النطاق وإنقاذ الأرواح. بالإضافة إلى إغلاق الحدود بسرعة وتعزيز النظام الصحي، تم إحداث صندوق خاص لمواجهة الوباء والتخفيف من آثاره الاقتصادية. قد شملت سياسات الاستجابة لتداعيات الجائحة قرار تعويض الأسر المتضررة من الوباء، بما في ذلك الذين يعملون في القطاع غير الرسمي. إن السعي إلى اتخاذ تدابير سياسية جيدة يشكل ضرورة أساسية لتقصير وتقليل الفجوة الاقتصادية، الاجتماعية والصحية، وتسريع الانتعاش الاقتصادي.

من المتوقع أن يكون الانتعاش الاقتصادي بعد الجائحة، مع درجة كبيرة غير معتادة من عدم اليقين بطيء، حيث ان عودة النمو الاقتصادي إلى وضعه

حقق المغرب على مدى العقدين الماضيين تقدما اجتماعيا واقتصاديا كبيرا بسبب الاستثمارات العامة الضخمة، الإصلاحات الهيكلية، إلى جانب التدابير الرامية إلى ضمان استقرار الاقتصاد. وقد أدى النمو الناتج إلى تحسينات كبيرة نحو القضاء على الفقر المدقع؛ زيادة متوسط العمر المتوقع؛ تحسين الولوج إلى الخدمات العامة الأساسية وتطوير البنية التحتية العامة. وقد مكنت هذه الإنجازات المغرب من تضييق الفجوة في مستويات المعيشة مع دول جنوب أوروبا.

تدفع جائحة فيروس كوفيد - 19 الاقتصاد المغربي إلى أعماق ركود اقتصادي متوقع منذ عام 1995. من المتوقع أن يتأثر الاقتصاد بشكل مضاعف بالصدمات الاقتصادية المحلية والخارجية. حيث انه من المتوقع أن ينكمش الناتج المحلي الإجمالي بقيمته الحقيقية بنسبة 4 في المائة في عام 2020 في سيناريو مرجعي، وهو تباين حاد مقارنة بنسبة 3.6 في المائة المتوقعة قبل تفشي الجائحة. عدد قليل من القطاعات لم تتأثر بالجائحة ولكن الانكماش يرجع بشكل رئيسي إلى انخفاض إنتاج السلع والخدمات، انخفاض الصادرات، تعطيل سلاسل القيمة العالمية وكذلك تراجع السياحة بسبب قيود السفر وإغلاق الحدود. إن تمديد إجراءات الحجر الصحي سيكون له تأثير سلبي على نمو الناتج المحلي الإجمالي بقيمته الحقيقية على المدى قصير.

يواجه سوق العمل صدمة ذات أبعاد تاريخية، حيث يتأثر العمال المستضعفون، ولا سيما العاملين في القطاع غير الرسمي. واجهت الشركات اضطرابا في سلاسل القيمة، تنقل العمال، الإغلاق المؤقت وتباطؤ الطلب العالمي. وقد أدت الآثار السلبية إلى خسائر واسعة النطاق في الوظائف والدخل. وقد مكنت المساعدة الحكومية من تخفيف بشكل جزئي فقدان الوظائف لـ 19 بالمائة من الأسر.

أمام احتمال حدوث أزمة مطولة لتفشي وباء، فإن الانتقال من مرحلة التخفيف إلى مرحلة التكيف هو أمر أساسي لضمان اقتصاد مرن، شامل ومنتامي. على الرغم من التقلبات المحتملة في مرحلة الانتعاش الاقتصادي، فإن المغرب لديه فرصة لبناء اقتصاد أكثر استدامة ومرونة من خلال وضعه استراتيجية للتكيف، على غرار ما يفعله على الصعيد البيئي.

الطبيعي لن تتم قبل حلول عام 2022. ويرتبط عدم اليقين المحيط بالوتيرة المتوقعة للانتعاش ارتباطاً جوهرياً بعوامل غير معروفة مثل اكتشاف اللقاحات الفعالة ضد كوفيد - 19، بالإضافة إلى الإجراءات المستقبلية لمقرري السياسات، وتطور الاقتصاد العالمي. وستعتمد الوتيرة أيضاً على سلوك الأسر والشركات، والتي، نظراً لمستوى عدم اليقين الشديد، يجب أن تتخذ احتياطات هائلة؛ وهذا في حد ذاته قد يشكل عائقاً على الاستهلاك الخاص والاستثمار.



RÉCENTES ÉVOLUTIONS ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES AVANT LA COVID-19

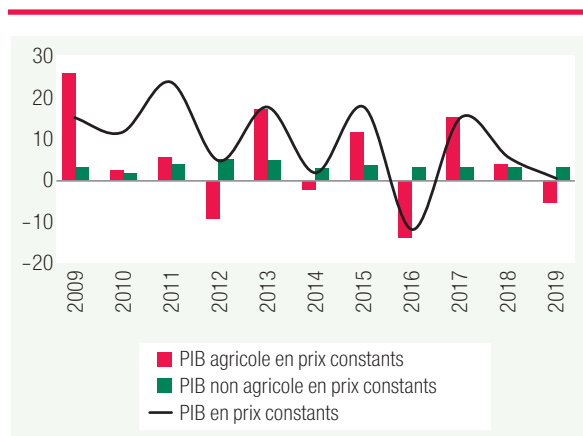
La croissance économique est restée relativement atone en 2019, et inférieure à son potentiel. Parallèlement, l'économie extérieure s'est améliorée et est restée soutenable malgré certaines vulnérabilités. Après cinq années de solides efforts d'assainissement budgétaire, le déficit budgétaire s'est de nouveau creusé en 2019 et la dette est demeurée élevée. Depuis le début 2020, la COVID-19 a un impact considérablement négatif sur l'économie et a introduit un niveau élevé d'incertitude et de risque concernant ses perspectives.

L'activité économique stimulée par la demande privée

Au cours des dix dernières années, la croissance économique s'est révélée modérée, mais volatile. Du côté de l'offre, ce schéma de croissance

est dû à une grande fluctuation de la production agricole principalement liée aux précipitations et une croissance non agricole modérée. En effet, en ce qui concerne la production agricole, qui représente encore aujourd'hui près de 13 % du PIB marocain, après deux bonnes années de récolte de céréales, en 2019, en raison de la sécheresse, elle s'est contractée de 5,8 % faisant chuter le taux de croissance global du PIB à 2,5 %. Par contre, la croissance non agricole s'est poursuivie à un rythme modéré, puisque du taux de 2,9 % en 2017 et 2018, elle s'est accrue jusqu'à 3,8 % en 2019, stimulée par les meilleures performances des secteurs de l'énergie, de l'industrie et des services (Figure 1). Du côté de la demande, la demande intérieure est demeurée le principal moteur de la croissance, soutenue par les investissements (principalement publics) et la consommation privée notamment en 2019 grâce à une augmentation des salaires et une

FIGURE 1 • Volatilité du taux de croissance marocain



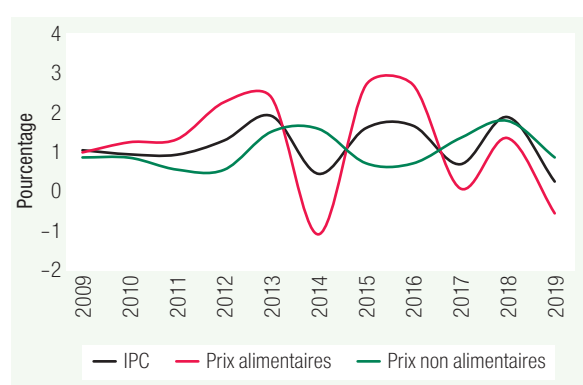
Source : Calculs du Banque Mondiale avec les données du HCP.

faible inflation. Les exportations nettes, elles, n'y ont que marginalement participé, témoignant de leur faible compétitivité et de la dépendance du pays vis-à-vis des importations d'énergie (Figure 2).

Stabilité des prix et inflation

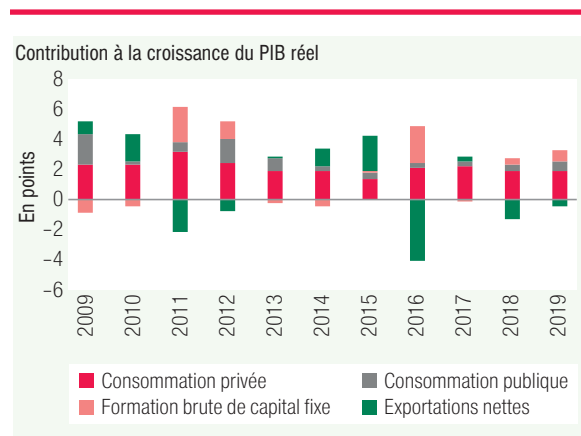
L'inflation est restée faible et relativement stable, à l'exclusion de produits volatils tels que le prix des denrées alimentaires. Alors que le taux de change est arrimé à un panier libellé en Euro et en USD, l'inflation est solidement ancrée et reste faible et contrôlée, en dessous de 2 % depuis 2008 (Figure 3). En 2019, les prix à la consommation

FIGURE 3 • L'inflation demeure faible et stable



Source : Calculs du Banque Mondiale avec les données du HCP.

FIGURE 2 • Croissance tirée par la demande intérieure



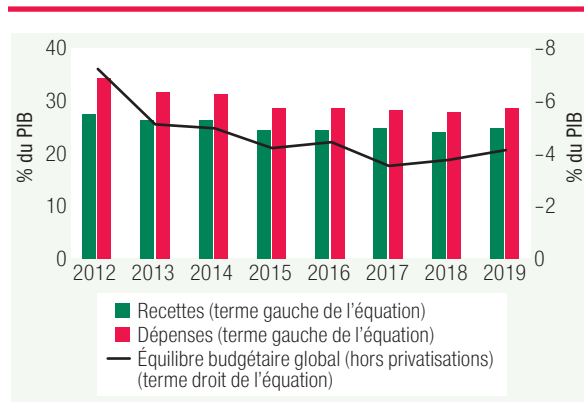
Source : Calculs du Banque Mondiale avec les données du HCP.

ont augmenté de 0,2 % sur une base annuelle, reflétant une chute de 0,5 % de la croissance des prix alimentaires et une augmentation de 0,9 % des produits non alimentaires.

Un marché du travail et de l'emploi difficile

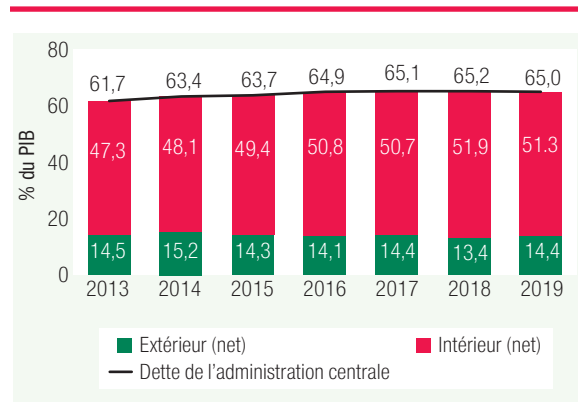
La création d'emplois a suivi la tendance à la baisse de la croissance économique ; le caractère inclusif et la qualité des emplois constituent les deux plus grands défis, en particulier en ce qui concerne les jeunes, les femmes et les travailleurs éduqués. Avec l'arrivée annuelle de 300 000 nouveaux entrants sur le marché du travail, la création nette d'emplois s'avère insuffisante. En 2019, le taux de chômage reste élevé, à 9,2 %, et considérablement plus prononcé parmi les femmes et les jeunes. Parallèlement, le taux d'activité connaît un déclin prolongé et passe sous la barre des 46 % ; et, en ce qui concerne les femmes, il ne s'élève qu'à 21,3 %. Le travail informel est très répandu. Seuls 17 % de la population active occupent un emploi formel et moins de 10 % occupent un emploi formel dans le secteur privé. Par ailleurs, les périodes de chômage sont généralement longues : pour plus de 70 % des travailleurs, elles durent plus d'un an, et ce taux est encore plus élevé parmi les diplômés de l'enseignement supérieur.

FIGURE 4 • Ralentissement de l'assainissement budgétaire



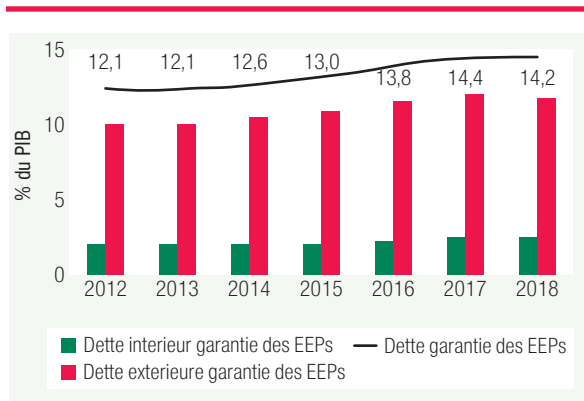
Source : Calculs de la Banque mondiale avec les données du ministère des Finances.

FIGURE 5 • Taux dette/PIB de l'administration centrale



Source : Banque mondiale avec les données du , ministère des Finances.

FIGURE 6 • La dette garantie des entreprises publiques est en augmentation



Source : Banque mondiale avec les données du ministère des Finances.

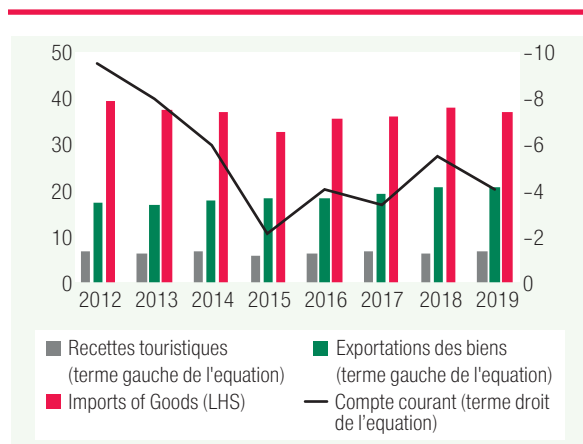
de 7,2 % du PIB en 2012 à 3,7 % en 2018. Pour y parvenir, le pays a libéralisé les prix de l'essence et du diesel, jugulé la masse salariale par la réforme des retraites, et pris des mesures pour améliorer la perception des impôts en élargissant l'assiette fiscale, en harmonisant les taux d'imposition et en luttant contre l'évasion fiscale. Cependant, en 2019, du fait de la faiblesse des recettes de l'impôt sur les sociétés et des subventions du CCG (Conseil de coopération du Golf) par rapport aux prévisions et de l'augmentation des dépenses en biens et services et en capital, le déficit budgétaire se creuse à 4,1 % du PIB (Figure 4), et marque ainsi un léger recul de l'assainissement budgétaire. Les revenus des privatisations ont contribué à financer les services publics en 2019. Le taux de la dette se stabilise à 65 % (Figure 5) du PIB dont 14 % du PIB correspondant aux garanties de la dette des entreprises publiques (Figure 6).

Les finances publiques et la dette publique sous pression

Le déficit budgétaire a recommencé à se creuser en 2019. Suite aux politiques budgétaires contracycliques déployées en 2008 en vue d'atténuer l'impact de la crise financière mondiale, puis de la crise de la dette européenne, le déficit budgétaire marocain connaît une brusque détérioration. Ainsi, le taux de la dette publique passe de 45,4 % du PIB en 2008 à 58,2 % en 2012. En 2013, une fois les répercussions de cette crise atténuées, le Maroc amorce un processus d'assainissement budgétaire qui lui permet de réduire son déficit budgétaire

Des réformes sont en cours pour rendre le système fiscal plus équitable et efficace. Suite aux 100 recommandations formulées par les Troisièmes assises nationales sur la fiscalité (TANF) en mai 2019, une loi-cadre de programmation pluriannuelle, élaborée par une commission gouvernementale, les traduira en réformes et mesures budgétaires qui seront mises en œuvre en 2020–2024. La loi-cadre pose ainsi les principes fondamentaux établis par les TANF tels que l'équité, l'efficacité et la simplicité du régime fiscal, tout en assurant une plus grande mobilisation

FIGURE 7 • Réduction du déficit du compte couran



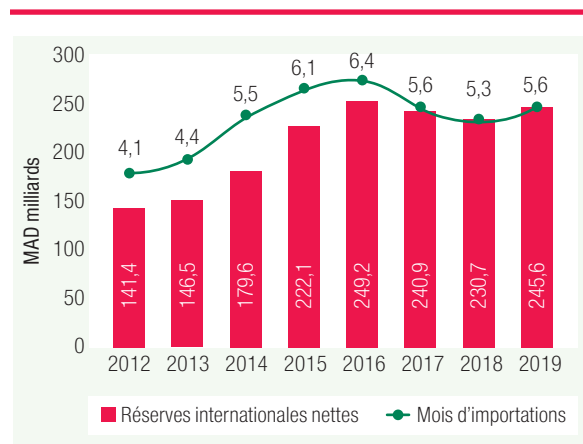
Source : Banque Mondiale, d'après les données du Bureau de change du Maroc.

des revenus et de la croissance économique. Ces objectifs seront atteints grâce à la progressivité de l'impôt, l'harmonisation des règles en matière de déductions et d'abattements et la simplification des incitations fiscales. Ces réformes du système fiscal devraient également inclure des mesures de réduction du taux d'imposition des entreprises et, parallèlement, d'expansion de l'assiette fiscale, et des mesures visant à aligner les taux d'imposition dans les zones d'exportation sur ceux des entreprises. Des réformes visant à établir un cadre unifié pour la gestion des investissements publics amélioreront également l'efficacité des dépenses¹.

Amélioration de l'économie extérieure

En 2019, le déficit du compte courant s'est réduit (Figure 7). En effet, jusqu'à la fin 2019, selon les données, les exportations ont augmenté de 2,4 % d'une année sur l'autre, principalement grâce à la hausse des exportations des secteurs de l'automobile et de l'aéronautique. La bonne performance des recettes touristiques (7,8 %) et des réserves internationales nettes (6,5 %) et la réduction des importations d'énergie (-7,2 % grâce à la chute des prix du pétrole) favorisent la réduction du déficit du compte courant à 4,1 % du PIB en 2019 malgré la stagnation des transferts de fonds.

FIGURE 8 • Redressement des réserves internationales nettes en 2019



Source : Banque Mondiale, d'après les données du Bureau de change du Maroc.

L'adoption de la ligne de crédit de précaution et de liquidités (LPL), établie par le FMI, s'est révélée bénéfique puisque, malgré l'apparition de tensions sur les marchés, elle a permis au Maroc d'accroître ses réserves en devises étrangères. Alors que les réserves nettes en devises étrangères permettaient encore de couvrir aisément 5,6 mois d'importations à la fin 2019 (245,6 milliards de MAD) — Figure 8 —, elles ont commencé à chuter nettement avec la propagation de la COVID-19 dans le pays pour n'atteindre plus que 25,9 milliards USD à la mi-mars 2020, le 7 avril suivant, les autorités marocaines ont acheté toutes les ressources disponibles dans le cadre des modalités de LPL du FMI (environ 3 milliards USD), ce qui a permis de renforcer les réserves officielles en cette période de chocs externes et internes sans précédent.

Mesures de politique monétaire

Le Maroc a déployé une politique monétaire prudente et réactive. Entre 2014 et 2016, la banque centrale, Bank Al-Maghrib (BAM), a réduit par trois

¹ Ces réformes visent à établir un cadre unifié tout au long du cycle de vie de tous les projets d'investissement public, y compris le cadre juridique, les systèmes d'information ainsi que les outils permettant d'améliorer la sélection et le suivi des projets.

fois son taux directeur qui s'élevait à 2,25 %. Le taux directeur a été encore réduit à 2.0 % en Mars 2020 puis à 1,5 % en juin 2020 en réponse au choc économique causé par la pandémie de Covid-19. La BAM a également augmenté les refinancements à plus long terme, et ajusté les exigences sur les pratiques prudentielles adoptées en Europe.

L'élargissement des marges de fluctuation, de $\pm 0,3$ % à $\pm 2,5$ % en janvier 2018 puis à ± 5 % en mars 2020, a renforcé la capacité de l'économie à absorber les chocs. Depuis janvier

2018, le taux de change (rattaché à un panier à deux devises pondérées à 60 % pour l'euro et à 40 % pour le dollar américain) est resté proche du milieu de la marge de fluctuation, reflétant son alignement sur les fondamentaux macro-économiques. Depuis fin février, suite à l'apparition de l'épidémie, le taux de change effectif réel s'est apprécié d'environ 0,86% au premier trimestre 2020. Bien que cette réforme du taux de change risque d'accroître la vulnérabilité à l'inflation importée, elle améliorera la compétitivité et renforcera la capacité de l'économie à absorber les chocs.



PERSPECTIVES ET DÉFIS

Perspectives

Nous projetons que l'économie traversera une profonde récession en 2020, principalement en raison de l'épidémie de COVID-19, mais aussi des difficultés du secteur agricole dues à la faiblesse des précipitations. La croissance du PIB réel du Maroc a été revue à la baisse par rapport aux prévisions antérieures à l'épidémie, et ce, de 7,6 points de pourcentage (PP), soit -4,0 % en 2020, principalement en raison de l'impact de l'épidémie sur la croissance non agricole (-4,2 % en 2020). Au cours du T2 et du T3 de 2020, l'activité économique devrait atteindre son niveau le plus bas, avant de se redresser progressivement à partir du T4. En ce qui concerne la valeur ajoutée industrielle, elle devrait se contracter de 5,4 % du fait des difficultés des industries manufacturières (y compris l'automobile et le textile) causées par la chute de la demande étrangère et la perturbation des chaînes de valeur mondiales puis des politiques de distanciation sociale limitant la production. La valeur ajoutée du secteur minier devrait également chuter sous l'effet du déclin de la demande étrangère et de l'augmentation des prix du phosphate brut et de ses dérivés. Dans le secteur des services, la contraction est estimée à 5,2 % en 2020, sous l'effet des mesures de distanciation sociale et

de restriction des déplacements, et touchera le plus sévèrement le secteur des transports, du tourisme et les activités commerciales. L'inflation devrait baisser de 0,2 % en 2020 en raison de la supériorité du choc de la demande induit par l'épidémie par rapport à celui de l'offre causé par la COVID-19 et l'impact de la sécheresse sur la production agricole.

À moyen terme, la croissance récupérera progressivement, avec cependant un haut degré d'incertitude concernant le rythme et la durée de cette récupération à cause de plusieurs inconnues, y compris la découverte de traitements ou de vaccins contre la COVID-19. La reprise économique sera longue, la croissance ne retrouvant son niveau antérieur à l'épidémie qu'en 2022, au plus tôt. En 2021, l'économie s'accroîtra probablement de 3,4 % avec une augmentation de la production agricole grâce à des conditions climatiques plus normales et un accroissement plus lent de la production non agricole, alors que l'activité économique intérieure redémarrera parallèlement au relèvement des principaux marchés d'exportation européens du Maroc. Le tourisme, lui, se remettra à un rythme plus lent dans la mesure où l'inquiétude concernant de nouvelles vagues d'infection limitera la demande mondiale, de même que la réduction du revenu et de l'épargne des ménages sous l'effet de la

récession, et les éventuelles quarantaines imposées aux arrivées internationales, etc. La croissance devrait s'élever à 3,8 % en moyenne en 2022–2024.

Nous prévoyons que l'épidémie creusera le déficit budgétaire et aggravera la dette publique tant en 2020 qu'en 2021. En ce qui concerne les recettes fiscales, en particulier tirées des biens et des services, des taxes douanières et des revenus et bénéfices, elles seront inférieures aux prévisions pour 2020 et 2021. Des augmentations considérables sont prévues en 2020 en raison des dépenses supplémentaires de santé, de protection sociale, mais aussi de récupération. Cette combinaison de stabilisateurs automatiques et de dépenses d'atténuation pour protéger les ménages et les entreprises creuseront le déficit budgétaire global (à l'exception des produits de la privatisation) pour atteindre 7,5 % du PIB en 2020 (contre un déficit prévu de 3,7 % avant l'épidémie). Par conséquent, la dette publique croîtra pour atteindre 75,2 % du PIB en 2020 (contre 65 % en 2019). À moyen terme, le déficit budgétaire se réduira progressivement pour se situer en moyenne à 4,1 % du PIB sur la période 2020–2024, contre les 3,3 % prévus avant l'épidémie de COVID-19. La dette de l'administration centrale augmentera et atteindra 77,8 % du PIB en 2022 sous l'effet du lent redressement économique à la suite du choc de l'épidémie de COVID-19, et se réduira progressivement pour atteindre 74,5 % d'ici 2025 grâce à la reprise et l'accélération de la croissance à moyen terme et de la réduction des déficits budgétaires.

Sous l'effet du choc lié à la COVID-19, le déficit du compte courant se creusera considérablement en 2020, avant de diminuer à moyen terme. Il passera de 4,1 % du PIB en 2019 à 8,4 % en 2020 avec le net déclin des recettes d'exportation et touristiques, des transferts de fonds et des entrées de capitaux. Si les importations d'énergie se réduisent dans un contexte de faibles prix mondiaux du pétrole, cela ne compensera pas entièrement la chute des recettes tirées des exportations et du tourisme. À partir de 2021, le déficit du compte courant diminuera et atteindra 6,4 % du PIB pour progressivement se résorber sur le reste de la période de prévision alors que les exportations, les recettes du tourisme, les IDE et les

transferts de fonds repartiront à la hausse et que les secteurs manufacturiers d'exportation (en particulier l'automobile, l'électronique et les produits chimiques) développeront leur activité. Les investissements directs étrangers baisseront de 0,6 % du PIB en 2020, également à cause du choc de la COVID-19, avant de se redresser à moyen terme à un niveau d'environ 2 % du PIB. En 2020, les réserves internationales brutes se contracteront temporairement, pour représenter 4,1 mois d'importation, avant de s'accroître pour atteindre 4,9 mois d'importation d'ici 2025.

Le financement budgétaire et externe nécessite donc des apports plus importants, cependant, dans le cadre de sa gestion macro-économique antérieure à l'épidémie, le Maroc s'était aménagé d'importants mécanismes de protection (par exemple, la Ligne de crédit de précaution d'un montant de 3 milliards de USD du FMI, dans laquelle le Maroc a puisé au début de l'épidémie). En 2020, les besoins bruts de financement public atteindront 16,1 % du PIB en 2020, soit une hausse de 4,5 de points de pourcentage (PP) par rapport aux prévisions antérieures à l'épidémie. Quant à ceux du financement externe, ils s'élèveront à 11,4 % du PIB, soit un montant supérieur d'environ 5,6 PP à celui des prévisions antérieures à l'épidémie

Défis

Comme dans le reste du monde, ces perspectives sont sujettes à un degré inhabituel de risques, principalement à la baisse. En ce qui concerne les perspectives, la principale source d'incertitude et le degré d'ampleur de la crise sont liés à la découverte éventuelle ou au contraire de l'absence d'un traitement efficace ou d'un vaccin contre la COVID-19. Si un vaccin est découvert tardivement ou s'il s'avère impossible de le mettre au point, comme dans le cas de maladies telles que l'Ebola et le MERS, de nouvelles vagues de la COVID-19 surviendront, potentiellement sous une variante plus mortelle, comme ce fut le cas en 1918–1920 avec la grippe espagnole. Les perspectives économiques mondiales seront alors plus désastreuses avec un impact négatif sur l'activité économique du

Maroc. Un tel scénario, conjugué à une éventuelle réduction des IDE et des transferts de fonds, aura des répercussions sur le solde budgétaire et des comptes courants ainsi que sur la position des réserves en devises étrangères. L'épidémie a un impact négatif sur le rythme de l'assainissement du budget public et, par conséquent, sur les besoins bruts de financement

et la dette. Si la perturbation des marchés financiers mondiaux se poursuivait, l'accès aux financements et/ou l'augmentation du coût du financement des déficits budgétaire et externe en seraient entravés. Enfin, un renversement de la récente chute des prix mondiaux du pétrole aurait un impact négatif sur les comptes budgétaires et externes.



EFFETS DE LA COVID-19 SUR L'ÉCONOMIE MAROCAINE

À l'instar des économies mondiales, l'économie marocaine subit les effets de la COVID-19 rapidement et de plein fouet. Le pays souffre de chocs économiques aussi bien intérieurs qu'extérieurs et doit faire face à une combinaison de chocs brutaux et soudains portés à l'offre et à la demande. Malgré les mesures politiques rapides et décisives prises par le Maroc pour contenir la propagation de la COVID-19 et atténuer ses effets négatifs sur tous les secteurs de l'économie, le pays devra faire face à une profonde récession, la première depuis 1995. Le maintien de mesures politiques adéquates est essentiel, tant pour raccourcir et atténuer la crise économique, sociale et sanitaire, que pour accélérer le redressement.

La COVID-19 a rapidement engendré la pire récession que l'économie mondiale ait connue depuis 80 ans. Les mesures de confinement, associées aux autres restrictions pour lutter contre cette crise de santé publique, ainsi que le ralentissement spontané de l'activité économique dû à la baisse de la production et de la consommation, constituent une combinaison sans précédent de chocs négatifs de l'offre et de la demande provoquant une profonde récession. L'arrêt soudain de l'activité économique affecte gravement les entreprises, les ménages, les

institutions financières et les marchés. La Banque mondiale prévoit une contraction de la croissance mondiale de 5,2 % en 2020, malgré un soutien sans précédent des politiques fiscales et monétaires (Figure 9). La récession mondiale pourrait être encore plus grave si la maîtrise de l'épidémie prenait plus de temps que prévu, ou si les problèmes de liquidité actuels se transformaient en problèmes de solvabilité (pour les ménages, les entreprises et/ou les États).

La crise économique met les budgets publics, les ménages et le secteur privé sous pression. La baisse des revenus dans un contexte d'augmentation des dépenses pour contenir la propagation de la maladie met le budget du gouvernement sous pression. Parallèlement, les ménages perdent leur emploi en raison de la baisse de la demande extérieure, des mesures de confinement ainsi que de la diminution des transferts de fonds depuis l'étranger. Le marché du travail souffre également de la crise, car de nombreux emplois sont informels ou temporaires. Le secteur marocain des services est fortement touché par les restrictions de voyage, et le secteur du tourisme particulièrement, comme en témoignent les milliers de pertes d'emplois de ce secteur. Les effets de l'épidémie ne font qu'aggraver les insuffisances générales affichées par le secteur agricole en 2019.

Pas moins de 57 % des entreprises privées (72 % des très petites entreprises et 26 % des PME) ont déclaré avoir cessé définitivement ou temporairement leurs activités (HCP, avril 2020).

Malgré les difficultés, la COVID-19 représente une opportunité d'accélérer des réformes économiques engagées depuis longtemps. Le suivi de l'épidémie et de ses effets ultérieurs sur l'économie nécessite le renforcement de la résilience de l'économie marocaine, notamment par l'élaboration de mesures d'adaptation. La reprise de l'économie dépendra de la manière dont le système de santé pourra détecter les niveaux locaux de transmission de la COVID-19 et riposter, ainsi que de la durée de l'épidémie. Néanmoins, les ripostes politiques visant à soutenir les employeurs et les travailleurs pendant la crise détermineront la rapidité avec laquelle le pays pourra se relever au lendemain de cette crise.

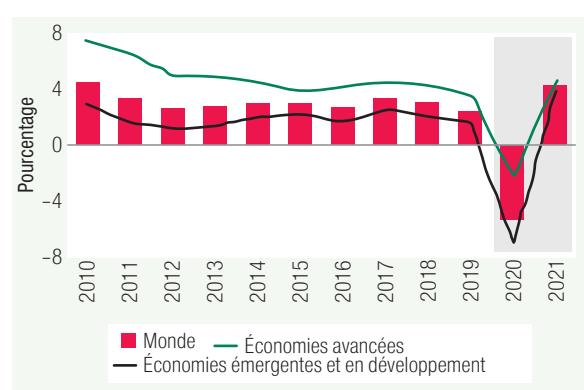
Contexte mondial et régional²

L'épidémie de COVID-19 et la chute des prix du pétrole ont des répercussions économiques importantes dans le monde entier et provoquent des chocs simultanés. Plus de dix ans après la crise financière mondiale, le monde est confronté aux effets sanitaires et économiques d'une nouvelle crise profonde provoquée par la COVID-19. Cette pandémie a, avec une rapidité inquiétante, provoqué

un choc économique mondial d'une ampleur immense, entraînant de fortes récessions dans de nombreux pays.

L'économie mondiale connaîtra une grave récession cette année, avant de retrouver un peu de vigueur en 2021. Dans les économies avancées, la croissance devrait se contracter de 7 % en 2020, car les mesures de distanciation sociale généralisées, le resserrement brutal des conditions financières et l'effondrement de la demande extérieure entraînent un ralentissement de l'activité (Figure 9). En supposant que la Chine, premier pays à avoir souffert de la crise, maîtrise l'épidémie et reprenne son activité économique plus tard dans l'année, son économie ralentira pour atteindre les 1 % en 2020, sa plus faible croissance, depuis 40 ans. Du fait des retombées négatives de la faiblesse des grandes économies et des perturbations liées aux flambées épidémiques sur leur territoire, le PIB des économies de marché émergentes et en développement se contractera de 2,3 % en 2020 (Figure 10). Compte tenu de la nature du choc, celles profondément intégrées dans les chaînes de valeur mondiales, dépendantes fortement des financements extérieurs et du commerce

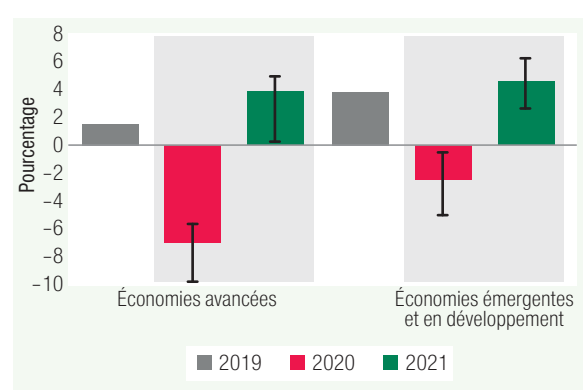
FIGURE 9 • Croissance mondiale



Source : World Bank (2020) GEP, June.

² Pour en savoir plus, voir le récent document : Perspectives économiques mondiales (PEM) de la Banque mondiale, juin 2020.

FIGURE 10 • Croissance dans les économies de marché émergentes et en développement et dans les économies avancées



Source : PEM de la Banque mondiale (2020), juin.

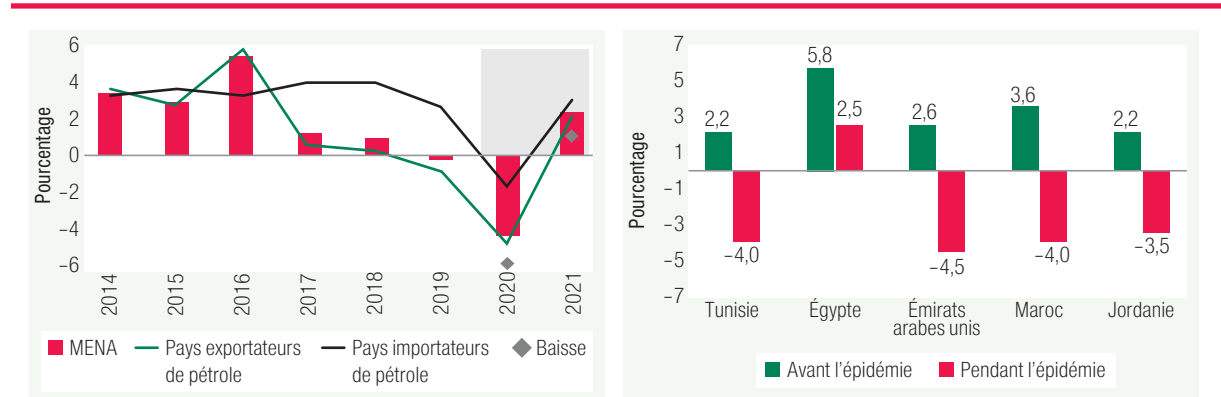
international, des exportations de matières premières et du tourisme, dont les capacités de santé sont limitées et où d'importants foyers de COVID-19 existent, subiront les répercussions de l'épidémie de manière disproportionnée. Celles exportatrices de matières premières seront durement touchées par les retombées négatives de la croissance nettement plus faible de la Chine et par l'effondrement de la demande mondiale de matières premières, en particulier de pétrole. Cette année, l'économie mondiale devrait se contracter de 5,2 %, une récession mondiale presque trois fois plus forte que celle de 2009, et la plus grave depuis la Seconde Guerre mondiale. En outre, les revenus par habitant de la grande majorité des économies de marché émergentes et en développement diminueront, faisant basculer plusieurs millions de personnes dans la pauvreté.

En raison de l'épidémie et de l'évolution du marché, le PIB de la région MENA risque de sévèrement chuter. Dans le scénario de base, la croissance du PIB réel de la région MENA devrait se contracter de plus de 4 % en 2020, soit une révision à la baisse de 6,8 points de pourcentage par rapport aux prévisions pour 2020 antérieures à l'épidémie. En effet, la consommation, les exportations et les activités de services telles que le tourisme connaissent de graves perturbations, et la chute des prix du pétrole des pays qui en sont exportateurs (Figure 10) provoque l'effondrement de leurs recettes d'exportation et fiscales. D'une manière générale, les

grandes économies régionales ont pris rapidement des mesures de politiques fiscales et monétaires en riposte à l'épidémie, même si certains exportateurs de pétrole, comme l'Arabie saoudite, ont annoncé d'importantes augmentations d'impôts et des réductions des dépenses afin de limiter la hausse des déficits budgétaires. La croissance régionale devrait reprendre en 2021, à mesure que les effets de l'épidémie s'estompent et que les investissements s'améliorent. Cependant, les perspectives sont fortement pessimistes avec l'existence de forts risques, notamment d'épidémies régionales de la COVID-19 beaucoup plus répandues et plus durables, une baisse plus importante de l'activité mondiale et une intensification des conflits régionaux.

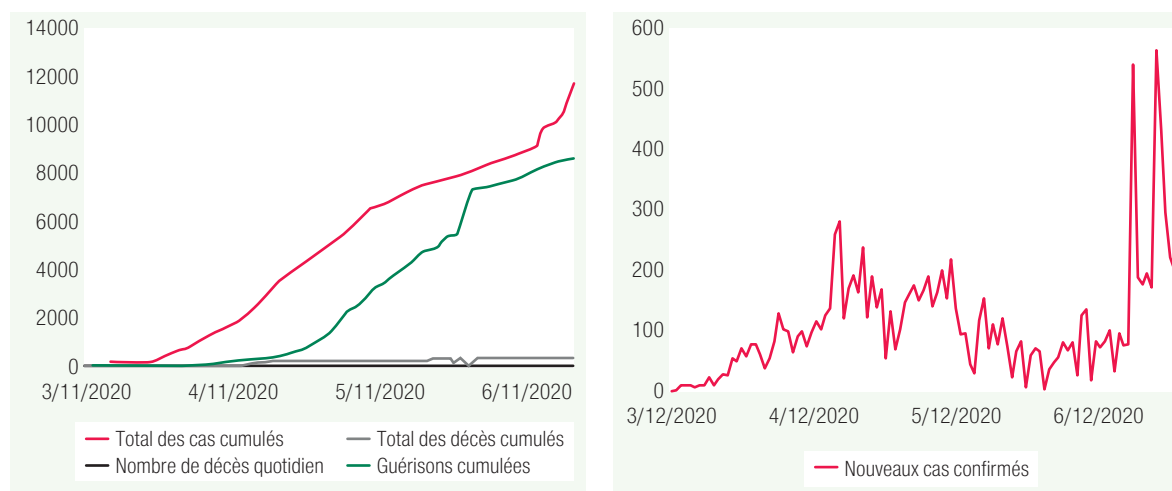
Comme dans la plupart des pays du monde, au Maroc, l'épidémie a rapidement évolué et d'une urgence sanitaire est devenue une crise économique. Les conséquences économiques simultanées de la crise se sont manifestées, entre autres, par la baisse de la production de biens et de services, la réduction des exportations, la perturbation des chaînes de valeur mondiales, ainsi que le déclin du tourisme en raison des restrictions de voyage et de la fermeture des frontières. Cela s'est traduit par des difficultés inédites et considérables alors que le pays tente d'atténuer les conséquences sanitaires et économiques de l'épidémie. La forte baisse initiale de l'activité à la suite des fermetures et des restrictions à la mobilité est similaire à ressort dans les résultats des enquêtes, des indicateurs de haute fréquence (quotidienne) et de la forte

FIGURE 11 • La croissance du PIB réel dans la région MENA s'est rapidement et nettement effondrée pour entrer en récession en 2020



Source : PEM de la Banque mondiale (2020), Juin.

FIGURE 12(a-b) • Évolution de l'épidémie de COVID-19 au Maroc



Source : <https://www.coronavirus-statistiques.com/stats-pays/coronavirus-nombre-de-cas-maroc/>.

contraction de la production observée dès le premier semestre de cette année. Ainsi, un degré d'incertitude inhabituellement élevé entoure les perspectives économiques projetées et est intrinsèquement lié à des facteurs tels que la découverte et la diffusion de traitements et/ou de vaccins efficaces contre la COVID-19, ainsi que les actions futures des décideurs politiques et l'évolution de l'économie mondiale.

Grâce à des mesures politiques rapides et fermes, le Maroc a subi l'épidémie de COVID-19 de manière modérée, et ce, malgré l'importance de son secteur touristique, et le fait que les perspectives de maîtrise de l'épidémie soient positives. Comme dans la plupart des pays, la COVID-19 constitue un défi important pour le système de santé marocain, avec des répercussions sociales et économiques de grande envergure (Figure 13). Au 23 juin 2020, le Maroc affiche 10264 cas confirmés de COVID-19 et 214 décès, soit un taux de létalité de 2,6 % (Figure 12a). Comparé aux résultats des pays voisins du nord de la Méditerranée, ce chiffre est remarquable, et ce, grâce aux mesures rapides et fortes prises par les pouvoirs publics pour contenir la propagation de la COVID-19, notamment : 1) dès la confirmation du premier cas, la mise en œuvre d'un plan de riposte basé sur une série d'actions préventives, et 2) la fermeture des frontières sauf pour les marchandises et, progressivement, la fermeture

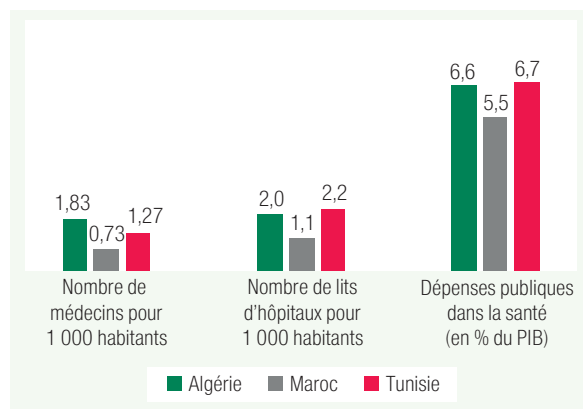
des écoles et des universités, des cafés, des restaurants et des commerces non essentiels. Ainsi, grâce à ces mesures prises à temps, le nombre de nouveaux cas de COVID-19 n'a cessé de décroître au cours des dernières semaines (Figure 12(a-b)).

La flambée épidémique, associée aux mesures de confinement, a mis à l'arrêt la population et l'économie du pays. L'épidémie a contraint la population à modifier radicalement ses comportements, notamment en termes de mobilité (Figure 14). Plus précisément, le trafic de transit en voiture et à pied a diminué d'environ 70 % par rapport à la période antérieure à l'épidémie. L'important déclin de la mobilité entraîne une forte baisse des activités de services telles que l'hôtellerie et la restauration, ainsi qu'un déclin des activités commerciales. La consommation privée s'en trouve également affectée, car les ménages limitent leurs dépenses, à la fois en raison du manque de possibilités de dépenser (confinement), de la réduction des revenus, et également par mesure de précaution étant donné l'incertitude que la récession fait peser sur les perspectives en matière d'emploi et de revenus.

Effets sur l'activité économique

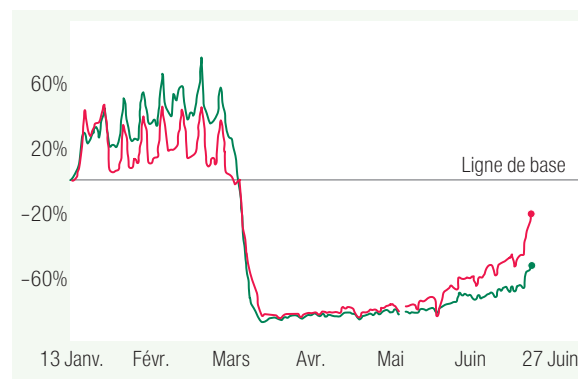
C'est dans un contexte de croissance économique faible et inférieure à son potentiel et contrainte

FIGURE 13 • Systèmes de santé au Maghreb



Source : Banque Mondiale, Indicateurs du Développement dans le monde.

FIGURE 14 • Évolution des modèles de mobilité au Maroc



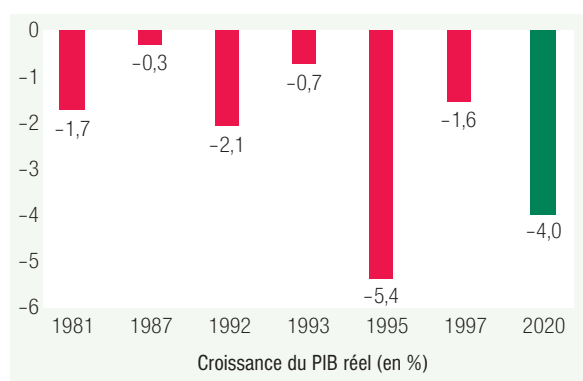
Source : Apple Mobility reports, as of June 27, 2020.

par une faible productivité que l'épidémie a frappé l'économie. En raison du choc causé par la COVID-19 et de ses répercussions, l'économie marocaine connaîtra en 2020 sa pire récession depuis une génération (Figure 15). En effet, selon les prévisions antérieures à l'épidémie, le PIB réel devait augmenter à un rythme raisonnable de 3,6 % en 2020, mais avec les profondes répercussions de la COVID-19, l'économie marocaine, comme la plupart des économies du monde, a plongé dans une récession majeure. Du côté de l'offre, les chaînes de valeur nationales ont connu des problèmes de trésorerie, une baisse de la demande et la faillite de certaines PME. La perturbation des chaînes de valeur,

associée à l'effet des mesures de confinement sur la mobilité de la main-d'œuvre, continuera d'affecter la productivité. Du côté de la demande, le ralentissement entraîne la perte de certains emplois, notamment dans les services, et donc une perte de revenus et une baisse de la consommation privée.

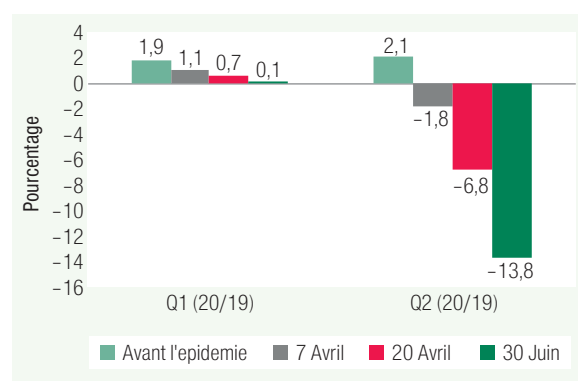
Au premier trimestre de 2020, les effets négatifs de l'épidémie sur l'activité économique ont commencé à se produire avec le brusque ralentissement voire l'arrêt de la production de biens et de services à usage local en raison des mesures de distanciation sociale (Figure 16). Le secteur textile a souffert du faible approvisionnement en matières premières, généralement importées

FIGURE 15 • Épisodes historiques de contraction économique au Maroc, 1980-2020



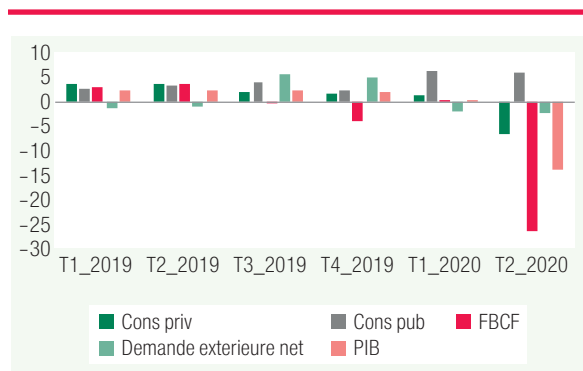
Source : Banque mondiale avec les données du HCP.

FIGURE 16 • Forte révision à la baisse de la croissance



Source : Banque mondiale avec les données du HCP.

FIGURE 17 • Baisse des composantes de la demande (%)



Source : Banque mondiale avec les données du HCP.

de Chine et, plus largement, d'Asie, ainsi que de la baisse de la demande extérieure, en particulier de l'Espagne et de la France, soit 60 % des exportations du secteur. Le secteur des services, dont le tourisme, les activités liées aux voyages et les secteurs du commerce de détail sont parmi les plus touchés par les mesures de confinement, outre la fermeture des entreprises qui en a découlé. Enfin, l'interdiction générale de circulation des véhicules³ a eu un impact négatif sur le secteur routier et ferroviaire. Du côté de la demande, elle est en baisse du fait de la chute de la consommation privée et du ralentissement des investissements notamment dans les infrastructures et l'immobilier, de l'incertitude des entreprises concernant la demande future et des difficultés de trésorerie que connaissent la plupart d'entre elles (Figure 17).

Effets sur les prix

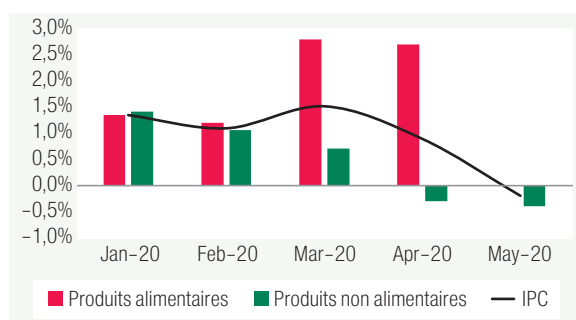
En 2020, l'inflation reste globalement inchangée, cependant certains biens de consommation connaissent des variations dues au choc causé par la COVID-19 (par exemple, l'alimentation est en hausse, mais les transports sont en baisse) – Figure 18. En mai 2020, le taux d'inflation annuel du Maroc, a diminué de 0,2 % en glissement annuel soit le plus bas depuis novembre dernier, en raison des effets négatifs de la crise de la COVID-19. Les données indiquent une baisse des prix à la consommation dans les secteurs touchés par la crise, notamment les transports (-7,3 %), la communication (-0,4 %) ainsi que les activités récréatives et culturelles (-1.1 %). Parallèlement, les prix des denrées alimentaires sont restés stables qu'à la même période en 2019, (Figure 18). Lors de l'épidémie, l'évolution des prix au Maroc, caractérisée par une volatilité élevée, est semblable à celle observée dans d'autres pays de la région MENA.

Effets sur les marchés des changes

Après le début de la pandémie de COVID-19, le taux de change réel s'est apprécié d'environ 0,86% au premier trimestre 2020. Au mois de mars, le BAM a

³ Outre le choc dû à la COVID-19, la faiblesse des précipitations pluviales a des effets négatifs sur la production agricole et devrait freiner plus encore la croissance.

FIGURE 18(a-b) • L'inflation est devenue négative en mai, mais avec de fortes variations dues à la COVID-19



Sources : Banque Mondiale avec les données du HCP.

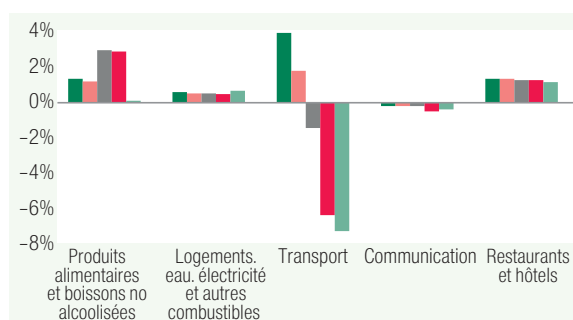
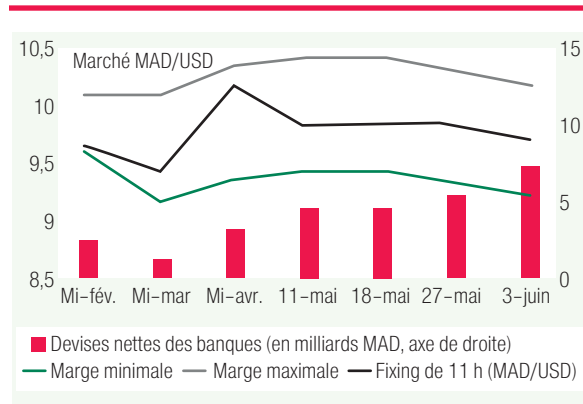


FIGURE 19 • Pas de pression sur les marchés des changes



Source : Banque Mondiale avec les données de Bank Al-Maghrib.

élargi la bande de fluctuation du dirham à ± 5 % autour d'un panier de devises inchangé comprenant l'euro (60 %) et le dollar américain (40 %) de $\pm 2,5$ % auparavant. Le dirham est resté stable dans la bande de fluctuation de ± 5 après l'élargissement de la bande en mars.

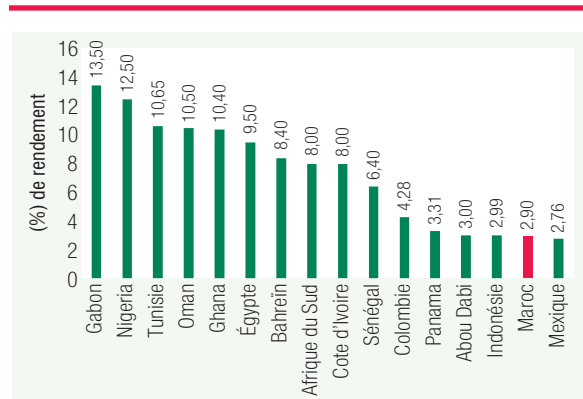
Effets sur les finances publiques

Comme dans de nombreux pays, au Maroc l'épidémie entraînera des pressions fiscales importantes et augmentera également la dette publique. Ces dernières années, malgré ses progrès réalisés en matière de viabilité budgétaire, le Maroc n'a pas atteint son objectif de déficit budgétaire

(3 % du PIB). Il sera encore plus difficile à réaliser en raison du choc de la COVID-19 et de ses conséquences, car la diminution des recettes fiscales, due à la baisse de la croissance économique, et les dépenses supplémentaires liées à la COVID-19 réduiront la marge de manœuvre budgétaire. Les mesures politiques pour contenir et atténuer les effets de l'épidémie impliquent des allocations sanitaires plus élevées et des mesures ciblant les ménages et les entreprises. Celles-ci seront principalement financées par le Fonds Covid-19. Nouvellement créé, ce compte de trésorerie spécial est financé par un transfert du budget ainsi que par les dons des entreprises publiques et privées et des particuliers (encouragés par des incitations fiscales). Le déficit budgétaire global se creusera donc sensiblement en 2020, le ratio dette publique/PIB passant au-dessus des 70 %. Les risques budgétaires sont également en hausse, car les entreprises publiques commerciales (qui détenaient 15,8 % du PIB en dette extérieure à la mi-2019, dont la majorité était garantie par l'État) sont confrontées à d'importantes baisses de recettes et pourraient nécessiter le soutien de l'État.

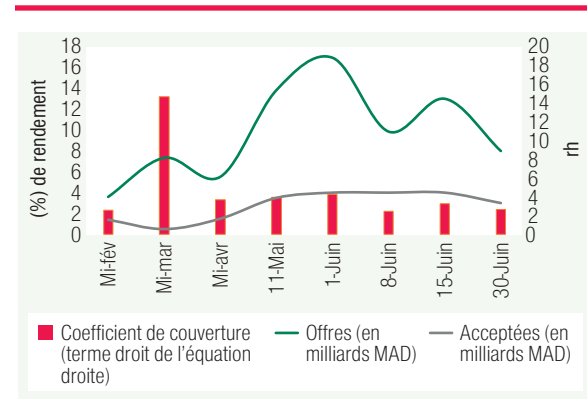
Les coûts d'emprunt demeurent pour l'instant favorables. Le Maroc bénéficie de meilleures conditions de financement par rapport à d'autres pays comparables (Figure 20). Malgré l'augmentation des offres depuis le début de l'épidémie, les conditions d'emprunt sur le marché intérieur restent favorables, avec des taux d'intérêt plus bas et des émissions bien

FIGURE 20 • Un coût de financement externe moins élevé au Maroc



Source : Banque Mondiale avec les données du Ministère des Finances.

FIGURE 21 • Un taux stable de couverture des titres publics



Source : Banque Mondiale avec les données de Bank Al-Maghrib.

souscrites (Figure 21). Les rendements des euro-obligations ont fortement augmenté en mars, reflétant la confirmation des premiers cas de COVID-19 dans le pays avant de décliner progressivement et de retrouver une certaine stabilité tandis que les coûts d'emprunt des obligations à dix ans en monnaie locale sont restés stables tout au long de la période.

Pour refléter les effets de la COVID-19 et son atténuation, une loi de finances rectificative, la première en 30 ans, est en préparation. Le Maroc n'a pas adopté de loi de finances rectificative depuis 1990. Le contexte d'augmentation des dépenses et de diminution des recettes dues aux effets négatifs de la COVID-19, justifie une telle révision. La loi de finances rectificative devra comprendre des agrégats macro-économiques révisés, de nouvelles projections et allocations de recettes et de dépenses ainsi qu'un cadre pluriannuel pour la reprise économique.

Effets sur le secteur externe

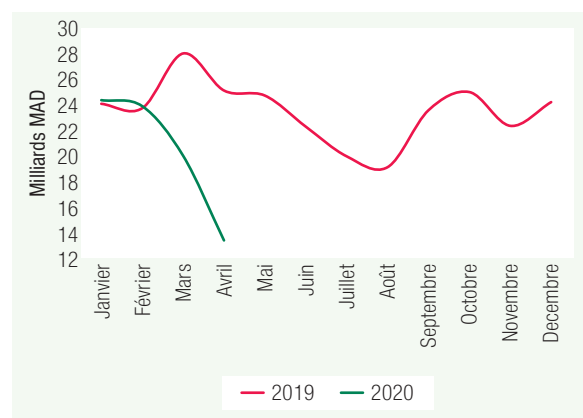
Sur le plan extérieur, l'économie ouverte du Maroc est très sensible aux évolutions extérieures, en particulier à celles de la zone euro. La balance des comptes courants est dans une large mesure soutenue par les entrées nettes d'IDE, les recettes touristiques et les transferts de fonds. Or, ces sources de financement sont aujourd'hui mises à rude épreuve par les retombées de l'épidémie. Plus précisément,

la perturbation des chaînes de valeur internationales ainsi que la croissance économique plus faible des partenaires commerciaux entraînent une baisse de la demande internationale d'intrants et de biens intermédiaires marocains, et augmentent ainsi le déficit commercial. En outre, la réduction drastique des envois de fonds de la diaspora marocaine dont dépendent de nombreuses familles, constitue un autre effet secondaire économique de la COVID-19. En 2019, leur montant total s'élevait à 6,7 milliards USD, soit 6 % du PIB. Enfin, au cours des quatre premiers mois de 2020, le choc externe résultant de l'épidémie de COVID-19 a entraîné une forte baisse des exportations (Figure 22), des importations (Figure 23), des recettes touristiques (Figure 27), des envois de fonds (Figure 24) et des investissements directs étrangers (IDE) nets (25).

Le tourisme est l'un des secteurs les plus durement touchés par l'épidémie. Au niveau mondial, en 2020, le nombre de touristes diminuera de 58 à 78 % en raison des restrictions de voyage et des mesures de confinement (OMT, mai 2020)⁴. Or, au Maroc, le secteur du tourisme est un facteur essentiel de création d'emplois puisqu'il fournit 750 000 emplois directs et plus de 2,5 millions d'emplois indirects. En outre, le tourisme est essentiel dans certaines zones géographiques où les possibilités de croissance alternatives

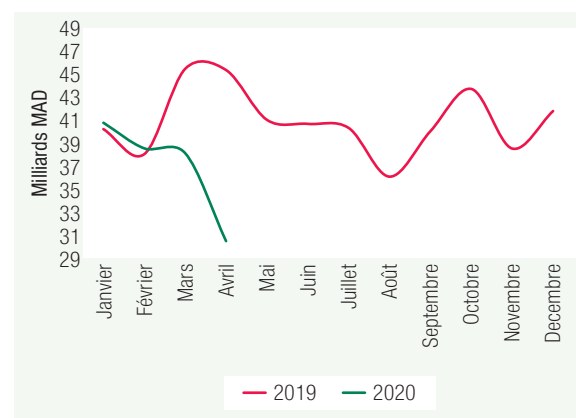
⁴ <https://www.unwto.org/news/covid-19-international-tourist-numbers-could-fall-60-80-in-2020>.

FIGURE 22 • Baisse des exportations T1-2020



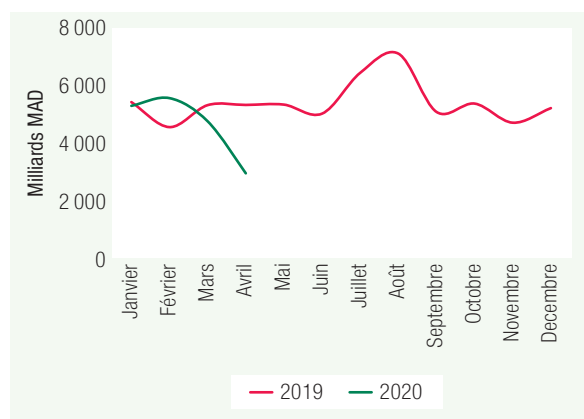
Source : Banque Mondiale à l'aide des données de l'Office des changes du Maroc.

FIGURE 23 • Baisse des importations T1-2020



Source : Banque Mondiale à l'aide des données de l'Office des changes du Maroc.

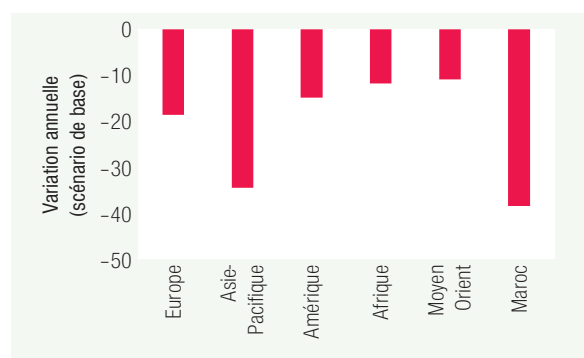
FIGURE 24 • Baisse des envois de fonds



Source : Banque Mondiale à l'aide des données de l'Office des changes du Maroc.

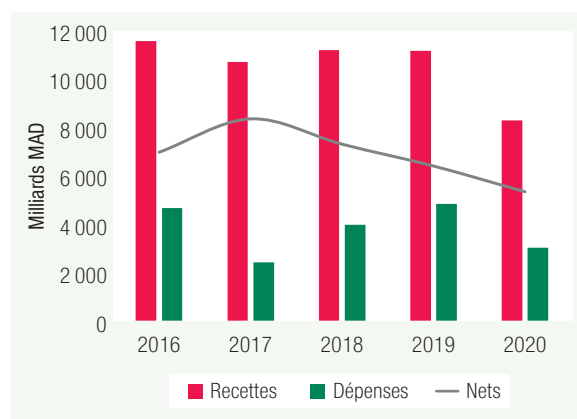
sont limitées. Enfin, par un important effet multiplicateur, le secteur du tourisme contribue à la croissance d'autres secteurs, notamment la construction, l'agriculture, l'agro-industrie, les services, etc. Outre l'épidémie, l'incertitude et les nouvelles restrictions ont des effets considérables sur les destinations touristiques, entraînant une forte augmentation des pertes d'emplois et mettant en danger de nombreuses PME. Au mois de mars seulement, le nombre de visiteurs au Maroc a déjà chuté de 100 000. Le transport aérien a perdu environ 4,9 millions de passagers au niveau mondial et environ 728 millions USD, ce qui a eu des répercussions sur 225 000 emplois (OMT, mai 2020). Selon les estimations préliminaires de la Confédération nationale du tourisme (CNT), le Maroc

FIGURE 26 • Baisse des arrivées à l'aéroport



Source : Banque Mondiale à l'aide des données de l'Office des changes du Maroc.

FIGURE 25 • Baisse des IDE (Janvier-avril)



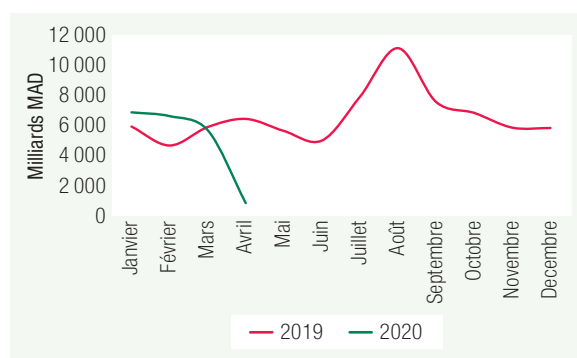
Source : Banque Mondiale à l'aide des données de l'Office des changes du Maroc.

connaîtra une baisse de 39 % du nombre de touristes (Figure 26) et perdra plus de 13,85 milliards USD de recettes touristiques en 2020 (Figure 27) et 2022. Malgré les mesures prises par les pouvoirs publics pour atténuer les effets sur le secteur, l'ampleur de l'épidémie risque d'avoir un effet plus durable, du fait de la prudence ou la crainte des touristes lors de leurs futurs voyages à l'étranger.

Impact sur les entreprises et les ménages

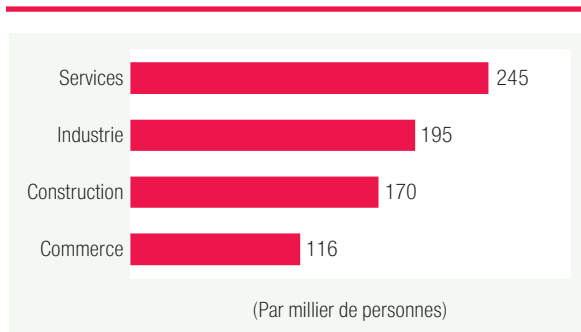
L'arrêt brutal de l'économie a entraîné de nombreuses pertes d'emplois et de revenus, en particulier dans le secteur informel particulièrement

FIGURE 27 • Baisse des recettes touristiques



Source : Banque Mondiale à l'aide des données de l'Office des changes du Maroc.

FIGURE 28 • Maroc : Pertes d'emploi déclarées (Avril 2020)



Source : HCP, enquête réalisée par téléphone du 1er au 3 avril 2020 sur un échantillon de 4 000 entreprises.

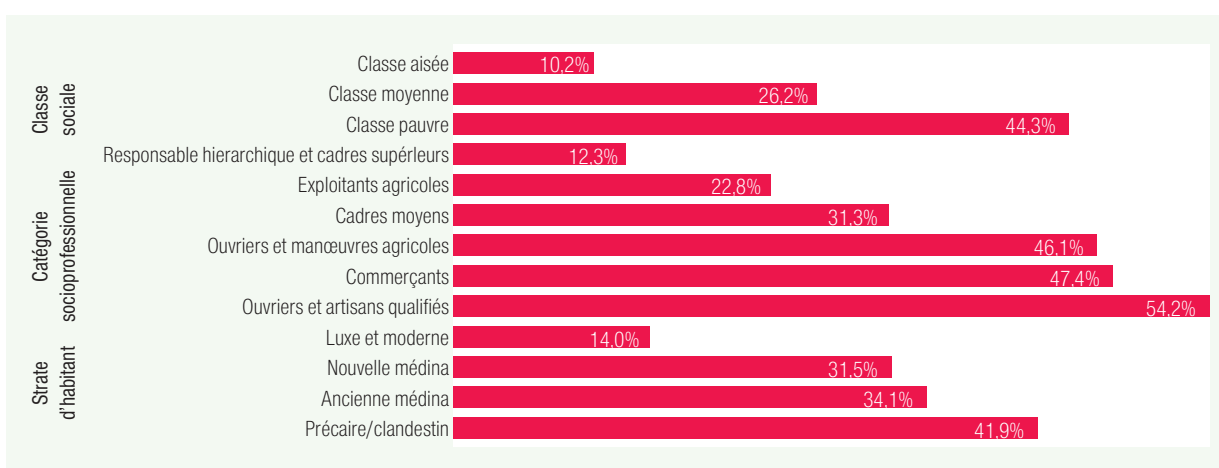
vulnérable (Figure 29). Les travailleurs touchés ne se trouvent pas seulement dans les secteurs les plus affectés comme le tourisme, le commerce de détail, le textile, les industries de l'habillement, le transport et la logistique dans les chaînes d'approvisionnement (Figure 26) (Figure 28). En effet, étant donné les salaires relativement bas de nombreux travailleurs de ce secteur, une perte d'emploi et de revenus peut être extrêmement préjudiciable et les précipiter dans la pauvreté. Plus d'un tiers des salariés affiliés à la CNSS déclarent avoir été mis en congé sans solde par leur employeur. En outre, la récente enquête publiée par le HCP, traitant de l'impact de la COVID-19 sur la situation économique, sociale et psychologique

des ménages, révèle que 34 % d'entre eux ont perdu leur source de revenus. La figure 28 indique également que 83 % des ménages dépendent de la solidarité sociale comme source de revenus tandis que 22 % utilisent leur épargne pour atténuer les pertes de revenus. Cette situation est partiellement atténuée par l'aide du gouvernement pour compenser la perte d'emploi (19 % des ménages) – voir (Figure 29) Figure 31⁵. Selon les résultats, le secteur des services est le premier touché, avec des réductions de personnel de 245 000 personnes. L'enquête montre également qu'environ 60 % des ménages dont un membre a perdu son emploi ont des difficultés à accéder à l'aide du gouvernement, avec un taux de 54,5 % dans les zones urbaines et 68 % dans les zones rurales. Au niveau national, 21 % des ménages appellent à une accélération de l'aide du gouvernement, dont 19 % dans les zones urbaines et 26 % dans les zones rurales.

Les femmes marocaines sont susceptibles d'être touchées de manière disproportionnée par les conséquences économiques et sanitaires de

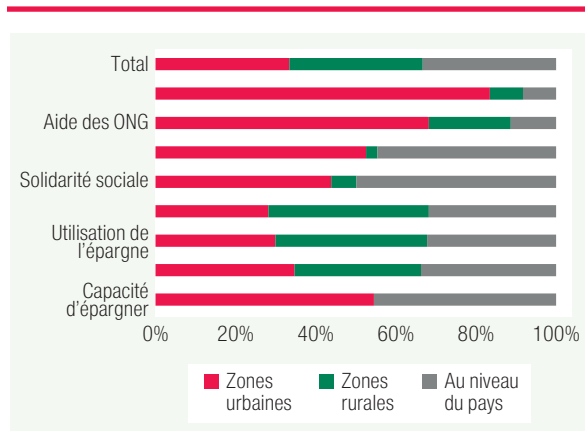
⁵ Cette proportion est légèrement plus élevée dans les zones rurales (35 %) que dans les zones urbaines (33 %). Elle représente 44 % des ménages pauvres, 42 % des ménages en logement précaire, 54 % des artisans et travailleurs qualifiés, 47 % des commerçants et 46 % des ouvriers agricoles.

FIGURE 29 • Part des ménages sans source de revenus



Source : HCP (Avril 2020).

FIGURE 30 • Source de revenus actuelle du ménage (en %)



Source : HCP (Avril, 2020).

l'épidémie. La part des femmes dans la population active au Maroc est de 21,3 % et se concentre dans les secteurs agricole et industriel. Or, la crise et les mesures du confinement ont particulièrement affecté ce secteur. 38,5 % des femmes actives travaillent dans le secteur des services, l'un des plus touchés. En outre, environ 17 % des femmes occupant un emploi non agricole travaillent dans le secteur informel, ce qui les rend plus vulnérables. Étant donné que 52 % des bénéficiaires du RAMED (Régime d'assistance médicale) sont des femmes, certaines ont reçu une aide pour perte de revenus en tant que chef de famille (18,4 % des femmes marocaines sont chefs de famille) (HCP, 2018). L'épidémie multiplie les tâches des jeunes filles et des jeunes femmes qui s'occupent des membres âgés et malades de leur famille, tandis que les mesures de confinement⁶.

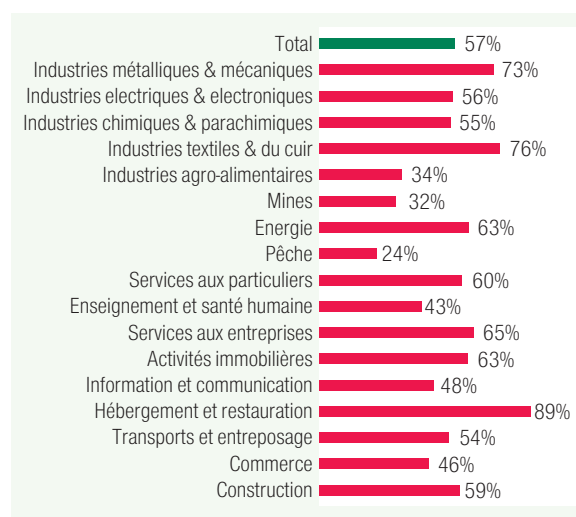
Les risques présentés par la COVID-19 et les mesures de confinement qui en découlent ont pesé sur les entreprises. Selon la récente enquête publiée en avril 2020 par le HCP sur l'impact de la COVID-19 sur l'activité des entreprises, près de 142 000, soit 57 % indiquent avoir cessé leur activité de manière temporaire ou définitive (Figure 33) : plus de 135 000 sociétés ont dû temporairement suspendre leurs activités tandis que 6 300 les ont arrêtées de façon permanente. Plus précisément, 89 % des entreprises en arrêt provisoire ou définitif sont dans le secteur de l'hébergement et la restauration, 76 %

FIGURE 31 • Part des ménages recevant l'aide du gouvernement pour perte d'emploi (en %)

Caractéristique	Aide de l'Etat (CNSS)	Aide de l'Etat (RAMED)	Total
Milieu de résidence			
Urbain	7,8	14,5	22,3
Rural	1,9	9,3	11,2
Total	6,0	12,9	19
Classe sociale (subjective)			
Pauvre	4,9	18,4	23,3
Moyenne	6,9	8,6	15,5
Aisée	NS	-	-
Total	6,0	12,9	19

Source : HCP, Avril 2020.

FIGURE 32 • Proportion des sociétés fermées temporairement ou de façon permanente par secteur d'activité



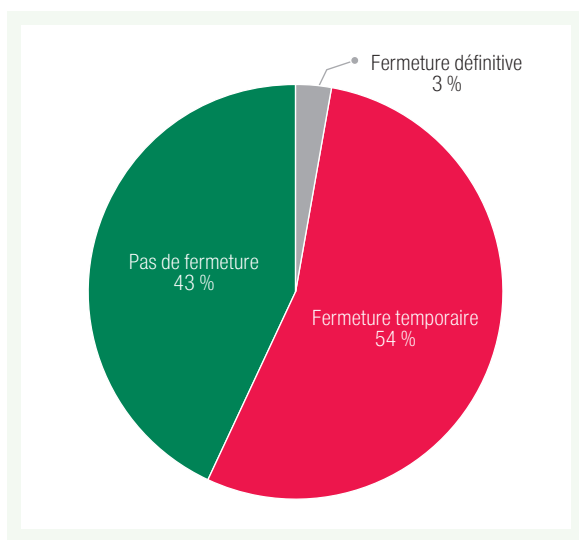
Source : HCP, enquête de conjoncture sur les effets de la COVID-19 sur l'activité des entreprises, avril 2020.

dans le textile et l'industrie du cuir, et 73 % dans les industries métalliques et mécaniques (Figure 32).

Les retombées économiques de la COVID-19 constitueront un test sur la résilience du

⁶ CARE (2020) « Implications spécifiques par genre des épidémies de COVID-19 dans les contextes de développement et d'aide humanitaire. »

FIGURE 33 • Situation d'activité des entreprises



Source : HCP, enquête de conjoncture sur les effets de la COVID-19 sur l'activité des entreprises, avril 2020.

secteur bancaire. Le taux de prêts non performants reste relativement élevé, à 7,8 % à la fin mars 2020, et compte tenu de l'impact négatif de l'épidémie, devrait augmenter. Les problèmes de remboursement des prêts s'accroîtront, sans doute de manière assez marquée, en raison de la concentration des emprunteurs, par exemple, la vulnérabilité actuelle des PME au Maroc et dans les pays de l'Afrique subsaharienne, pose de sérieux risques pour le système bancaire marocain puisqu'elles représentent 37 % des prêts accordés aux entreprises et 17,5 % du portefeuille de prêts. En outre, l'exposition importante des principales banques

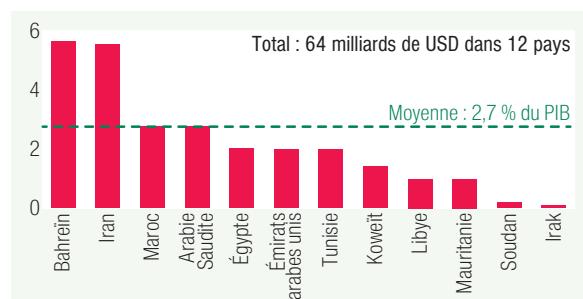
du pays aux besoins de l'Afrique subsaharienne devra faire l'objet d'une attention particulière. Tous ces facteurs entraîneront une détérioration de la rentabilité des banques marocaines, provoquant une dégradation de la qualité des actifs des banques; ce qui, à terme, pourrait entraîner une réduction de l'offre de crédit à l'économie et ralentir le rythme de la reprise économique.

Mesures stratégiques à ce jour

Face à l'épidémie, le Gouvernement du Maroc a réagi rapidement avec la création d'une commission de veille Covid-19 pour contrôler la situation et élaborer des stratégies. Le Fonds Covid-19 a été créé pour procurer un revenu aux travailleurs du secteur formel et – de façon innovante – aux ménages du secteur informel, afin de couvrir les dépenses médicales et soutenir la reprise économique. Les réponses stratégiques immédiates comprennent à la fois un soutien budgétaire, représentant en moyenne 2,7 % du PIB (Figure 34), et de trésorerie aux PME (Figure 35). Le Fonds Covid-19 est composé de contributions du gouvernement du Maroc, des institutions publiques et privées, du secteur privé et de particuliers⁷ et de donateurs extérieurs. Il cible plus de 5 millions de personnes et de ménages (950 000 travailleurs du

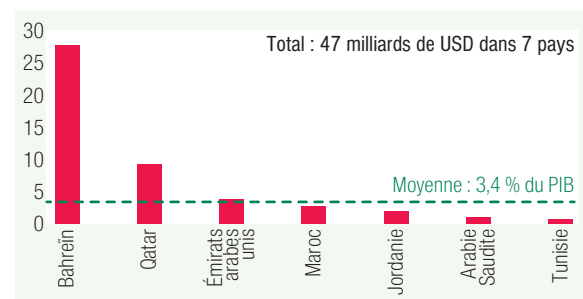
⁷ Budget et entreprises publiques (67 %), banques (10 %), secteur privé (13 %) et autres (10 %).

FIGURE 34 • Réponses budgétaires dans certains pays de MENA



Source : IMF, Perspectives économiques régionales MCD, Avril 2020.

FIGURE 35 • Soutien de trésorerie dans certains pays de MENA

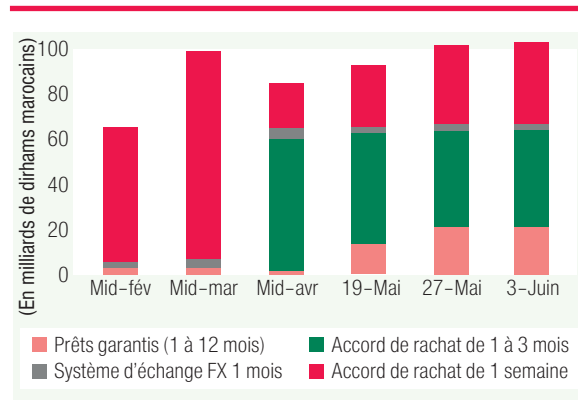


Source : IMF, Perspectives économiques régionales MCD, Avril 2020.

secteur formel affiliés à l'ANSS et 4,3 millions de travailleurs du secteur informel). En outre, le *Comité de veille économique* (CVE), mis en place pour évaluer la situation durant la crise de la COVID-19 et prendre les mesures appropriées afin d'aider les secteurs impactés, a défini un plan d'action jusqu'à fin juin 2020 avec une série de mesures de réponse économique (Encadré 1).

La BAM complète les mesures stratégiques du gouvernement par l'ajout d'un soutien de liquidités pour atténuer l'arrêt soudain de l'activité économique et les problèmes de trésorerie associés. Le 29 mars 2020, la BAM baisse le taux de la politique monétaire de 25 points de base à 2 % puis à 1,5 % le 16 juin 2020 et annonce une série de mesures monétaires pour soutenir l'accès au crédit des entreprises et des ménages. Elle augmente également et de manière significative la durée de son refinancement. (Figure 36). Des mesures sont prises pour renforcer le programme de refinancement spécifique au profit des très petites entreprises et des PME en intégrant, outre les crédits d'investissement, les crédits de fonctionnement et en augmentant la fréquence. Dans le cadre du programme intégré de soutien et de financement des entreprises, la BAM établit également une ligne de crédit sur une période de 12 mois pour refinancer les nouveaux prêts distribués aux PMI. Un décret est également adopté le 29 mars 2020 pour autoriser le Maroc à répondre à ses besoins en devises, en particulier, par le recours à l'emprunt sur le marché international. Le 16 juin 2020, BAM a également réduit à zéro son taux de réserve de 2 %, ceci débloquera environ 10 milliards de dirhams (1,03 milliard de dollars américains) de liquidités pour le secteur.

FIGURE 36 • Augmentation de la durée de refinancement de la Banque centrale



Source: Banque Mondiale utilisant les données de la Banque Al-Maghrib.

Alors que l'épidémie est progressivement maîtrisée, une feuille de route claire pour la levée des mesures de confinement (notamment en ce qui concerne la reprise des activités économiques avec l'étranger) et pour le plan de relance économique est nécessaire. Comme la réduction progressive des mesures de confinement risque d'entraîner une augmentation du nombre de nouveaux cas de la COVID-19, une surveillance sanitaire constante et une capacité d'adaptation restent essentielles. En parallèle, des scénarios clairs et concrets doivent être fournis aux entreprises et aux ménages pour les aider à anticiper les décisions économiques, notamment en matière d'investissements et d'embauche de travailleurs pour le secteur privé, et les seconds comme consommateurs.

ENCADRÉ 1. MESURES-CLÉS DU FONDS COVID-19 À CE JOUR

Réponse à la crise économique		Réponse à la crise sanitaire
<p>Aide aux employés (y compris le secteur informel) :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les salariés inscrits à la CNSS à la fin du mois de février 2020 et qui sont au chômage percevront une allocation mensuelle forfaitaire de 2000 dirhams nets des allocations familiales et des prestations de l'AMO. Ils peuvent également reporter le remboursement des échéances des crédits bancaires (crédit à la consommation) au 30 juin 2020. Les ménages du secteur informel sans plus de revenus à cause du confinement obligatoire, peuvent bénéficier d'une aide à la subsistance via le RAMED. Cette aide sera distribuée par le Fonds Covid-19 comme suit : 800 dirhams pour les ménages de 1 à 2 personnes ; 1000 dirhams pour les ménages de 3 à 4 personnes ; et 1200 dirhams pour les ménages de plus de 4 personnes. Les ménages du secteur informel non-affiliés au RAMED également affectés par le confinement recevront la même aide financière. Au 18 mai, 4,1 millions de ménages du secteur informel avaient bénéficié de transferts. 	<p>Aides aux entreprises (y compris les PME, TPE et professions libérales) :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les entreprises peuvent différer le paiement des cotisations sociales jusqu'au 30 juin 2020 ; les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 20 millions de dirhams peuvent différer le paiement de leurs impôts. Moratoire sur la durée de remboursement des crédits bancaires et des leasings jusqu'au 30 juin sans frais ou pénalités. Activation d'une ligne de crédit d'exploitation supplémentaire accordée par les banques et garantie par la Caisse centrale de garantie (CCG) Le lancement de DAMANE OXYGÈNE une garantie de la CCG aux banques pour 95 % des nouveaux prêts aux PMI au chiffre d'affaires inférieur à 500 millions de dirhams, et dont les activités ont été impactées par la crise. Cette nouvelle ligne de crédit est destinée à financer les dépenses courantes qui ne peuvent être reportées ou suspendues par les entreprises. Le secteur de l'immobilier est éligible. DAMANE RELANCE est une garantie pour les sociétés sur 80-90 % de nouveaux prêts, dépendant de leur taille (chiffre d'affaires au-delà de 10 millions de dirhams). Le montant du prêt est plafonné à un mois et demi de chiffre d'affaires annuel pour les entreprises industrielles, un mois pour les autres. 50 % du prêt doivent être utilisés pour payer les fournisseurs afin de réduire les délais de paiement. La durée du programme a été prolongée jusqu'à fin décembre 2020 et aucune garantie ne serait exigée des emprunteurs. Garanties sur prêts bancaires aux entreprises publiques. Le gouvernement garantira les prêts bancaires à condition que 50 % des prêts soient utilisés pour payer leurs fournisseurs. Pour les autoentrepreneurs, la mise en œuvre du crédit à taux zéro a été lancée, jusqu'à 15 000 dirhams. Ce crédit sera remboursé sur une période de 3 ans avec un délai de grâce d'un an. Le secteur des assurances indemnise les banques pour la bonification des taux d'intérêt. Report des délais de déclaration de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et exonération de l'impôt sur le revenu des indemnités complémentaires versées aux salariés affiliés à la CNSS par leur employeur (dans la limite de 50 % du salaire mensuel net moyen du bénéficiaire). Déductibilité des donations faites au Fonds Covid-19 comme mesure comptable dérogatoire pour étaler sur 5 ans les dons et les charges liés à la période de l'état d'urgence sanitaire. 	<p>Allocation de 2 milliards de dirhams pour renforcer les capacités du système de santé</p>

ANNEXE DE DONNÉES

TABLEAU 1. MAROC : SÉLECTION D'INDICATEURS ÉCONOMIQUES, 2016-2023

	2016	2017	2018	Est. 2019	Proj. 2020	Proj. 2021	Proj. 2022	Proj. 2023
Économie réelle	(Changement annuel en pourcentage, sauf indication contraire)							
PIB réel	1,1	4,2	3,0	2,5	-4,0	3,4	3,6	3,8
PIB agricole	-13,7	15,2	3,7	-5,8	-3,0	8,1	3,9	4,0
PIB non agricole	3,0	2,9	2,9	3,3	-4,2	2,7	3,5	3,7
Industrie	0,6	3,6	3,0	3,6	-5,4	2,4	3,4	3,5
Services	2,9	2,7	2,7	3,2	-4,2	2,8	3,5	3,9
Consommation privée	3,7	3,8	3,3	3,3	-3,7	3,0	3,6	3,7
Consommation d'État	1,5	1,9	2,5	3,5	3,7	4,5	3,5	3,1
Investissement en capital fixe brut	8,8	-0,2	1,2	2,4	-3,4	3,0	3,7	3,9
Exportations, Biens et Services	6,0	11,1	5,8	4,2	-4,8	3,3	3,8	4,1
Importations, Biens et Services	14,5	7,9	7,5	4,2	0,5	3,7	4,0	4,2
Taux de chômage (définition de l'OIT, en %)	9,9	10,2	9,5	9,2	...	...	...	...
Inflation (IPC moyen, en %)	1,6	0,7	1,9	0,2	0,2	1,2	1,7	2,0
Comptes fiscaux	(En pourcentage du PIB)							
Dépenses	28,5	28,0	27,5	28,0	31,7	28,4	28,4	28,1
Revenus (y compris subventions et produits des privatisations)	24,2	24,5	23,8	24,4	24,2	23,3	24,4	24,5
Balance budgétaire (excepté privatisations)	-4,4	-3,5	-3,7	-4,1	-7,5	-5,4	-4,3	-3,7
Dettes centrale du gouvernement	64,9	65,1	65,2	65,0	75,2	77,0	77,1	76,4

(suite à la page suivante)

TABEAU 1. MAROC : SÉLECTION D'INDICATEURS ÉCONOMIQUES, 2016-2023 (suite)

	2016	2017	2018	Est. 2019	Proj. 2020	Proj. 2021	Proj. 2022	Proj. 2023
(Changement annuel en pourcentage, sauf indication contraire)								
Sélection de comptes monétaires								
Masse monétaire au sens large	4,7	5,5	4,1	3,8	...	...	...	...
Crédit aux Entreprises non-gouvernementales	4,4	2,8	...	...	...	...	...	...
Intérêt (taux d'intérêt directeur)	2,25	2,25	2,25	2,25	...	...	...	...
Solde des paiements (IPC moyen, en %, sauf indication contraire)								
Solde de compte actuel	-4,1	-3,4	-5,3	-4,1	-8,4	-6,4	-5,2	-4,8
Importations	-43,7	-45,0	-46,9	-45,8	-40,5	-44,2	-44,4	-44,5
Exportations	33,3	35,3	36,7	37,1	28,5	34,1	35,0	35,6
Investissement étranger direct	1,5	1,5	2,4	0,3	0,6	1,5	1,8	2,0
Réserves officielles brutes (milliards USD, eop)	25,1	26,2	24,4	26,4	23,0	23,1	25,8	27,8
En mois d'importations	6,4	5,6	5,3	6,0	4,1	4,2	4,3	4,7
Taux d'échange (en moyenne)	9,8	9,7	9,4	9,6	...	...	...	...
Points pour mémoire								
PIB nominal (milliards de dirhams)	1013	1063	1108	1151	1107	1158	1220	1291
PIB par habitant (USD actuels)	2969	3128	3373	3363	3194	3328	3473	3646

Source : Estimations de la Banque mondiale.

Note : IPC = Index des Prix à la Consommation ; OIT = Organisation internationale du travail.

TABLEAU 2. MAROC : INDICATEURS BUDGÉTAIRES PRINCIPAUX, 2016-2023

	2016	2017	2018	Est.	Est.	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.
				2019	2020	2021	2022	2023	2024
Revenus totaux	24,2	24,5	23,8	24,4	24,2	23,3	24,4	24,5	24,6
Revenus d'impôts	20,9	21,2	21,2	20,9	19,2	19,6	20,8	21,0	21,2
Contributions sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions et produits de privatisations	0,8	0,9	0,3	0,6	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1
Autres revenus	2,6	2,4	2,3	2,9	4,7	3,4	3,4	3,4	3,3
Dépenses totales	28,5	28,0	27,5	28,0	31,7	28,4	28,4	28,1	28,0
Rémunération des salariés	10,3	9,9	9,6	9,7	10,8	10,6	10,4	10,2	9,9
Utilisation des biens et services et subventions	5,6	5,5	5,6	6,0	8,1	7,2	7,2	7,3	7,4
Subventions	1,4	1,4	1,6	1,4	1,2	1,2	1,1	1,0	1,0
Paiement d'intérêts	2,7	2,6	2,5	2,6	2,6	2,5	2,5	2,5	2,4
Autres dépenses (y compris dépenses d'investissement)	8,5	8,5	8,2	8,3	9,0	6,9	7,2	7,2	7,3
Solde global (excepté privatisations)	-4,4	-3,5	-3,7	-4,1	-7,5	-5,4	-4,3	-3,7	-3,5
Solde primaire (excepté privatisations)	-1,6	-0,9	-1,2	-1,5	-4,8	-2,9	-1,8	-1,2	-1,1
Solde global (y compris privatisations)	-4,3	-3,5	-3,7	-3,6	-7,5	-5,1	-4,0	-3,6	-3,4
Arriérés	0,5	-0,1	0,3	-0,4					
Financement public	3,8	3,6	3,4	4,0	7,5	5,1	4,0	3,6	3,4
Extérieur (net)	0,3	0,3	-0,2	1,5	3,9	2,1	1,2	1,6	0,8
National (net)	3,5	3,2	3,6	2,5	3,6	3,0	2,8	1,9	2,5
Encours de la dette du gouvernement central	64,9	65,1	65,2	65,0	75,2	77,0	77,1	76,4	75,3
Extérieur (net)	14,1	14,4	13,4	14,2	18,8	20,1	20,2	20,7	20,3
National (net)	50,8	50,7	51,8	50,8	56,4	57,0	56,9	55,7	55,0
Points pour mémoire									
Encours de la dette des entreprises d'État et des établissements publics	24,8	25,0	25,2						
Dont : dette extérieure	16,6	16,8	16,1						

Source : Estimations de la Banque mondiale.

Note : La dette extérieure et intérieure est définie sur la base d'une classification par monnaie ; le financement public comprend les privatisations.

PUBLICATIONS RÉCENTES DE LA BANQUE MONDIALE SUR LE MAROC

(Pour une liste exhaustive, voir : <https://www.worldbank.org/en/country/morocco>)

Once NEET, Always NEET ? A Synthetic Panel Approach to Analyze the Moroccan Labor Market	Mai 2020	Document de travail de recherche stratégique
Maroc : rapport de suivi de la situation économique (Avril 2020)	Avril 2020	Résumé
Water Scarcity in Morocco : Analysis of Key Water Challenges	Jan. 2020	Rapport
Morocco –Supporting the Design of Performance-Based Contracts to Improve Results in Education	Déc. 2019	Résumé
Polarization and Its Discontents: Morocco before and after the Arab Spring	Oct. 2019	Document de travail de recherche stratégique
Doing Business 2020: Comparing Business Regulation in 190 Economies - Economy Profile of Morocco	Oct. 2019	Doing Business
Maroc : rapport de suivi de la situation économique (Avril 2019)	Oct. 2019	Résumé
The Moroccan New Keynesian Phillips Curve: A Structural Econometric Analysis	Sept. 2019	Document de travail de recherche stratégique
Lessons from Power Sector Reforms: The Case of Morocco	Août 2019	Document de travail de recherche stratégique
Leveraging Urbanization to Promote a New Growth Model While Reducing Territorial Disparities in Morocco: Urban and Regional Development Policy Note	Juin 2019	Publication
Royaume du Maroc diagnostic-pays systématique : Une gestion des affaires publiques qui améliore l'efficacité, l'équité, l'éducation et l'endurance	Juin 2019	DPS
Créer des marchés au Maroc – une deuxième génération de réformes : stimuler la croissance du secteur privé, la création d'emplois et l'amélioration des compétences	Octobre 2019	CPSD
Morocco's Growth and Employment Prospects: Public Policies to Avoid the Middle-Income Trap	Mars 2019	Document de travail de recherche stratégique
Gender Gaps in the Labor Market and Economic Growth	Déc. 2018	Document de travail de recherche stratégique

(suite à la page suivante)

(suite)

Doing Business 2019: Training for Reform - Morocco	Oct. 2018	Doing Business
Climate Variability, Drought, and Drought Management in Morocco's Agricultural Sector		
Climate Variability, Drought, and Drought Management in Morocco's Agricultural Sector	Oct. 2018	Document de travail
The optimal mix of pricing and infrastructure expansions to alleviate traffic congestion and in-bus crowding in grand Casablanca	Juin 2018	Document de travail de recherche stratégique
Maroc – Pour une nouvelle stratégie de mise en œuvre et de gouvernance de l'urbanisme et de l'aménagement urbain : défis, contraintes et leviers d'action	Mai 2018	Document de travail
Mémoire économique : le Maroc à l'horizon 2040 – Investir dans le capital immatériel pour accélérer l'émergence économique	Oct. 2017	MEP



GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

1818 H Street, NW
Washington, DC 20433